

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

savoirs du sud

Dossier coordonné par le
Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud

Savoirs du Sud

Connaissances scientifiques
et pratiques sociales :
ce que nous devons
aux pays du Sud

Les Éditions Charles Léopold Mayer constituent l'une des activités de l'association «La librairie FPH» dont l'objectif général est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition des ouvrages et dossiers édités et coédités.

Les auteurs

Le Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud a été créé en 1993 par des associations, des centres de formation et des individus soucieux de faire évoluer les relations entre les pays du Nord et ceux du Sud vers plus de respect mutuel, de reconnaissance des cultures et d'égalité. Il joue plusieurs rôles :

- * c'est un forum d'échange d'expériences qui cherche à identifier les conditions et les limites d'exercice de la réciprocité ;

- * c'est un outil de sensibilisation au service des organismes et des personnes impliquées dans des actions de coopération entre les pays du Nord et ceux du Sud, qui propose des outils pédagogiques et intervient dans des sessions de formation.

Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud

c/o CIEPAC. Atrium 45

663 Rue de la Pompignane

34170 Castelnau-le-Lez.

© Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 1999

Dépôt légal, 4^e trimestre 1999

Dossier FPH n° DD 105 * ISBN : 2-84377-014-9

Diffusion : Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,
38 rue Saint-Sabin, 75011 PARIS

Graphisme des titres : Patrick Lescure

Composition et mise en page : Madeleine Racimor

Maquette de couverture : Vincent Collin

Dossier réalisé par Suzanne Aillot, Irénée Karfazo Domboué, François Greslou, Pierre-Yves Guihéneuf et Olivier Rouault, avec la participation de Mohamed Larbi Bouguerra

La publication de ce dossier a été rendue possible grâce à l'aide de la Fondation de France, de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme et de la Commission des communautés européennes.

Préface

Qu'il s'agisse de changement technique ou de changement social, la coopération internationale entre les pays du Nord et ceux du Sud s'apparente trop souvent encore à une entreprise d'assistance des premiers envers les seconds. Nier les savoirs, imposer des changements sans faire cas de l'existant : ces héritages des anciennes relations de domination entravent aujourd'hui l'émergence d'un véritable codéveloppement qui pourrait se traduire par des échanges mutuels de connaissances et par une fructueuse confrontation des façons de penser.

Les cultures étrangères méritent le respect, les savoirs éloignés de nous doivent être examinés – non pas sans critique – mais avec ouverture d'esprit et considération. En Europe même, dans le quotidien de la coexistence des cultures, ces principes humanistes ne sont pas toujours rappelés avec suffisamment de vigueur.

C'est qu'en la matière, bousculer les habitudes et les schémas de pensée n'est pas œuvre facile. Mais c'est une entreprise salutaire, à laquelle s'est attaché le réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud.

Les expériences présentées ici relèvent du champ de la médecine, de l'agronomie, du développement urbain, de l'écologie, de l'éducation populaire et de bien d'autres domaines.

Cette diversité ne doit pas dérouter le lecteur, qui retrouvera dans tous ces récits les mêmes fruits apportés par les échanges réciproques : l'enrichissement personnel, le renouveau des pratiques, l'avancée des connaissances, la dignité conservée de chacun des partenaires.

Les transferts Sud-Nord de connaissances remettent en cause nos préjugés et ce n'est pas là le moindre de leurs intérêts. Mais de ce fait, ils se heurtent à des résistances plus ou moins actives. En introduisant moi-même, dans le village finistérien de Saint-Coulitz, la pratique du conseil des anciens si fréquente au Togo où je suis né, je ne me doutais pas du scepticisme qu'elle allait faire naître. Les habitants me répétaient que, la France n'étant pas le Togo, cette pratique n'avait aucune utilité et constituait un gadget sans avenir. Les vieux eux-mêmes – j'utilise ce mot avec le respect qu'on lui donne en Afrique – n'hésitaient pas à confier, résignés, qu'ils devaient passer la main, comme s'ils acceptaient en quelque sorte d'être relégués à la marge de la société.

«Kofi veut donner le pouvoir aux vieux» disait-on. Puis, peu à peu, les résistances sont tombées. Les visites d'autres maires, les reportages de la télévision, les articles parus dans la presse : tout cet intérêt manifesté envers notre village a réveillé la conscience locale. L'expérience s'est ainsi poursuivie au fil des années. Un ancien a déclaré un jour à un journaliste : «Moi qui croyais que mon temps était passé, je m'aperçois maintenant que je peux encore être utile à la vie du village». J'ai compris alors que c'était gagné.

Pourtant, en France, les conseils des anciens ne sont pas ceux que l'on connaît au Togo. Un exemple : alors qu'en Afrique, tous les hommes de plus de soixante ans font partie de droit de ce conseil, ceux qui y participent en France sont en nombre limité et sont élus par leurs pairs. Le passage par le vote et le respect de la démocratie ont constitué des adaptations nécessaires à l'appropriation de cette pratique par la société française. De plus, les membres du conseil des anciens de Saint-Coulitz ont accès à tous les dossiers mais n'ont qu'un rôle consultatif auprès du conseil municipal, qui reste l'organe décisionnel de la commune. Là encore, le fonctionnement traditionnel des conseils africains a été adapté de façon à ce que la législation française ne soit pas remise en cause.

Ces adaptations sont indispensables. L'intégration d'une pra-

tique dans une société, tout comme l'intégration d'un individu, passe par la prise en considération du pays d'accueil, de ses lois, de ses habitudes et de ses modes de pensée.

Un proverbe africain déclare : « Plus il croise de ses semblables, plus l'Homme devient humain. » Le respect et la reconnaissance des savoirs est un préalable incontournable à la rencontre des autres et à ce formidable enrichissement que permet la diversité des cultures.

Kofi Yamgnane,
député-maire de Saint-Coulitz,
septembre 1999.

Sommaire

Introduction	11
L'occident ou le monopole de la modernité	15
Sciences et techniques d'ici et de là-bas	23
• Mamans kangourous : techniques de soins des prématurés	
33	
• Le N'Doep, du désenvoûtement à la thérapie familiale	35
• Quatro Varas, le rayonnement d'une expérience de thérapie	
communautaire	37
• Vélo-taxis : dans la ville rose	41
• La culture sans labour avec semis direct	43
• Lutte biologique contre l'invasion des moules zébrées	45
• Lombrics sans frontières	47
• L'acupuncture en Europe : la barrière culturelle est-elle franchissable ?	49
Pratiques sociales, solidarité, citoyenneté	53
• Grameen Bank : la diffusion au prix de l'adaptation ...	61
• Tontines itinérantes, du Mali au Midi	65

• Sahel-Écosse : une méthode pour un développement local participatif	69
• Une pédagogie interactive pour l'animation de groupes	
71	
• Les « mutirões » et les nouvelles pratiques de construction d'habitat	75
• Regards africains sur la pauvreté en France	79
• Les conseils des anciens, une tradition africaine au service de la citoyenneté	81
• La leçon des vrais citoyens de Porto Alegre	85
• Le théâtre selon Augusto Boal, un outil pour changer le monde	89
• L'Awélé ou Wari : un jeu traditionnel africain	93
Le rebrousse-poil de la coopération internationale	
97	
• Moyrazès : coopération à l'envers	101
• Un hibiscus nommé Aliou	103
• Le quadrille du développement social urbain	105
• Lutte contre l'exclusion et la pauvreté : renouveau des pratiques de coopération	109
• Boutiques d'écriture : le partage des expériences	113
Pour ne pas conclure	117
Annexe 1 :	Trois
films pour mieux comprendre	
l'échange de savoirs	119
Annexe 2 :	
Rédaction et sources des expériences présentées	121
Annexe 3 :	
Petite bibliographie	125

Introduction

Partout, à travers le monde, des acteurs de développement...

Le monde n'est plus divisé en deux : les pays développés d'un côté, les pays « sous-développés » ou « en voie de développement » de l'autre. Le sous-développement n'est plus l'apanage du tiers-monde, appelé maintenant le « Sud ». La coopération ne peut donc plus se contenter d'un transfert des modèles de développement d'ici vers là-bas. À des degrés divers, bien entendu, le mal-développement sévit partout.

D'où peuvent surgir les réponses à cette situation ? Des tenants du libéralisme mondial ? Peut-être, car avant que la situation ne devienne trop explosive, ceux-ci vont essayer de panser les plaies et de proposer des remèdes. Mais ce ne seront que des palliatifs qui placeront une partie de l'humanité sous perfusion : personnes, groupes sociaux, pays de seconde catégorie assignés à l'assistance..

N'est-ce pas plutôt du côté des victimes que pourraient surgir des solutions, des réponses, des alternatives ? Partout, au Sud comme au Nord, foisonnent des initiatives de la part de ceux qui subissent. Pour essayer de s'en sortir, pour ne pas

vivre ou vivoter en assistés, pour trouver des solutions... D'ailleurs, ces initiatives sont souvent soutenues et accompagnées par ceux qui n'ont pas (ou pas encore !) été touchés par l'exclusion.

...interdépendants...

La juxtaposition de solutions locales, même très nombreuses, dont les promoteurs s'ignorent mutuellement, n'arrivera pas à contrecarrer ce mal-développement mondialisé. À problème global, solution globale.

Pour se mondialiser, le libéralisme économique a su développer une panoplie de moyens de communication à l'échelle de la planète. Les solutions, les réponses au mal-développement qui surgissent à partir d'expériences locales ne peuvent-elles pas, elles aussi, profiter de cette facilité de communication pour se rencontrer, se conjuguer, se renforcer et ainsi prétendre à une dimension plus globale ? Les acteurs qui mettent en œuvre des expériences locales, partout à travers le monde, ne sont-ils pas appelés à être solidaires et interdépendants au sens où ils se sentent liés par une responsabilité et des intérêts communs ? Ce qui se passe dans un pays a des répercussions à l'échelle de la planète. C'est évident tant au niveau écologique (le phénomène du Niño) qu'au niveau économique et financier (la crise asiatique) ou au niveau culturel (la mac-donaldisation), etc. Il n'y a plus de pays ou de populations isolés.

Le nouveau nom de la coopération ne serait-il pas « échange réciproque » au lieu de « aide » ? La nouvelle modalité d'action ne serait-elle pas « mise en relation et réseau » au lieu de « intervention par projet » ?

Autour de problématiques partagées, la mise en relation, l'échange entre ces acteurs de développement (voyages, visites de terrain, rencontres, séminaires, ateliers, stages..) et la circulation de l'information produite à partir de leurs expériences respectives (multimédias, courrier électronique, Internet..), devraient faire émerger des actions et des propositions communes ayant une dimension plus globale, voire même mondiale.

...peuvent déboucher sur des solutions globales...

Les rencontres entre « homologues » d'ici et de là-bas, ces mises en relation entre acteurs qui, partout dans le monde, affrontent le mal-développement, partagent un objectif commun : la connaissance mutuelle et le respect des différences. L'échange d'expériences – y compris de celles qui se sont révélées constituer des impasses – de connaissances et de savoir-faire permet à chacun de prendre du recul par rapport à son action et de l'améliorer.

C'est déjà bien, mais ce n'est pas tout ! Cette mise en relation peut avoir un autre but. En effet, ceux qui se rencontrent se situent au même niveau, sur un pied d'égalité. Un vrai dialogue, réciproque et symétrique est donc possible. Car ces acteurs sont motivés par le fait d'affirmer et de pérenniser leurs expériences locales.

L'émergence de réponses, de propositions ou d'alternatives communes à partir de l'échange d'expériences, le choix et la mise en œuvre des canaux qui permettraient de leur donner une dimension globale, de les « mondialiser », ne se feront pas du jour au lendemain ; c'est un processus qui doit se doter des modalités appropriées pour maintenir l'effort dans la durée : la mise en place de réseaux thématiques d'échanges devrait en être une.

..à condition d'échanger leurs savoirs

Le transfert de savoirs du Nord vers le Sud constitue, depuis plus de quarante ans, le fondement de la coopération « classique » ; il existe une littérature pléthorique qui, selon les points de vue, dénigre ou vante les louanges de ce type d'« échange ». Il était en effet évident que le transfert (ou transvasement) ne pouvait se faire que du verre plein – le Nord développé avec tous ses savoirs « modernes » – vers le verre vide – un Sud sous-développé et ignorant qui avait tout à apprendre. Il aura fallu attendre que le Nord soit touché par le mal-développement pour qu'il commence à se rendre compte que le Sud n'est pas vide, mais rempli de savoirs différents.. peut-être utiles pour lui !

Ce recueil réunit des expériences de développement mises en

œuvre au Nord à partir de savoirs du Sud. Ce transfert « inversé » existe donc bien, les cas présentés ici ayant été choisis parmi beaucoup d'autres.

Mais s'agit-il vraiment de transferts ? Imbu de leur science et de leur supériorité, de nombreux habitants des pays du Nord ont longtemps pensé que leurs savoirs avaient une portée universelle et qu'il suffisait de les colporter aux quatre coins de la planète. Ceux du Sud, plus modestes, savent que leurs savoirs naissent et s'épanouissent dans un contexte particulier et que, comme tels, ils ne prétendent pas à l'universalité.

Force est de constater que toutes ces expériences « du Sud vers le Nord » ont un point de départ commun : la rencontre entre personnes, une connaissance vraie fondée sur le dialogue et une compréhension de leur contexte respectif.

Les fiches qui suivent ne sont donc que des illustrations de ce qui a été fait à un moment donné dans des contextes particuliers. Elles n'ont pas pour but de fournir un outil qui permettrait de reproduire telle quelle une expérience décrite, mais simplement de faire connaître ce que certains ont été capables de réaliser afin de suggérer des idées, des pistes que chacun pourrait « réinventer » dans son propre contexte.

L'Occident,
ou le monopole de la modernité

Nous aimons rappeler que notre vieille Europe est riche de deux mille ans d'histoire. Deux mille ans de migrations, précisent les historiens, au cours desquels les brassages de population, les échanges commerciaux et les conquêtes militaires ont – de gré ou de force – déplacé sans cesse les peuples. Les grandes invasions, comme celles des Mongols ou des Tatars ; les incursions devenues durables, comme celles des Vikings ; la création de comptoirs commerciaux, comme ceux disséminés par les Grecs autour de la Méditerranée ou encore l'extension des grands empires ont été à l'origine d'importants transferts culturels et technologiques.

L'Europe s'est ainsi constituée au fil des siècles, s'enrichissant de la confrontation des idées et de la diffusion des innovations, que ce soit dans le domaine technique, culturel ou politique.

Un monde métis

On raconte, dans nos livres d'histoire, que l'invention des cités grecques, six siècles avant notre ère, est à l'origine d'un

phénomène d'urbanisation qui, après avoir gagné progressivement le continent et s'être étendu sous l'impulsion des Romains, perdure toujours. On nous rappelle que c'est également aux Hellènes que nous devons cette forme de gouvernance de la vie en société que l'on appelle la démocratie.

Descartes :
mille ans de retard !

C'est le mathématicien et astronome indien Brahmagupta qui, vers les années 630, énonça le premier quelques règles de calcul utilisant les nombres négatifs. Leur usage se répandit très lentement en Occident et ce n'est qu'au XVIII^e siècle que les scientifiques européens les utilisèrent couramment. Mille ans après Brahmagupta, le grand mathématicien français René Descartes doutait encore de leur utilité..

Cité par Robert
Delord et Gérard

Ce que nous avons hérité des Grecs et des Romains est reconnu. Est-ce le cas pour ce que nous devons, par exemple, aux Arabes ?

Notre héritage arabe est pourtant fort riche. Le scientifique tunisien Mohamed Larbi Bouguerra rappelle que jusqu'au seizième siècle, l'enseignement de la médecine a été dispensé en langue arabe dans les plus grandes universités européennes : Montpellier, Salerne, la Sicile.. Les grands médecins d'alors étaient Maures.

Et que dire de l'astronomie ? Le ciel est riche du nom des étoiles que les astronomes arabes ont découvertes : Altaïr, Aldebarran, Hyadumi, Mekbuda, El Nath, Algedi, Menkib, etc.

Les techniques de vinification et de distillation leur doivent aussi beaucoup (« alcool » : de l'arabe « al-kuhl »). Les parfumeries de Grasse, en France, utilisent toujours des procédés d'extraction des huiles essentielles mis au point par le chimiste et médecin Averroès au douzième siècle. On pourrait multiplier les exemples de ces traces laissées

1. Les apports de la science arabe en Europe sont décrits par Sigrid Hunke dans son livre, *Le soleil d'Allah brille sur l'Occident*, Éditions Albin Michel,

dans notre vie quotidienne¹.

La reconnaissance de notre héritage arabe est fort timide. Ce n'est que récemment par exemple que des agronomes et des historiens espagnols ont mis en évidence ce que la péninsule ibérique, et la province d'Andalousie en particulier, devait aux Arabes sous la domination desquels elle a vécu pendant huit siècles. Ceux-ci ont développé l'agriculture méditerranéenne en y apportant leur science de l'irrigation, ce qui leur a permis alors d'introduire de nouvelles cultures ainsi que des techniques et des formes d'organisation.

«Hors des palais et des mosquées se développa un monde complexe de sciences appliquées et de techniques du quotidien [...]. La transformation du milieu physique fut si grande durant l'époque musulmane, qu'elle donna naissance à un nouvel écosystème »². Les Arabes, eux-mêmes héritiers des savoirs hydrauliques du Proche-Orient, construisirent des systèmes sophistiqués d'extraction, de transport et de répartition de l'eau au moyen de « qanats », de « zejeriches » et de « norias ». Ils mirent en valeur de très vastes territoires et y semèrent des plantes inconnues des Européens : orangers et citronniers, riz, coton, canne à sucre, pastèques, artichauts, aubergines, palmiers.. Ils les acclimatèrent et sélectionnèrent sur place des variétés adaptées au climat.

«Avec les plantes, font remarquer des auteurs espagnols et français, surgissent et s'adaptent les techniques de culture. Il ne faut pas oublier que nous ne parlons pas là de plantes ornementales, mais de cultures desquelles dépendent la santé et l'économie de beaucoup de gens, et dans lesquelles ont été investis du temps, des efforts et de l'argent »³.

Outre les techniques, les savoirs et les plantes, les Arabes apportèrent en Espagne des formes d'organisation sociale permettant de gérer pacifiquement cette ressource rare et collective qu'est l'eau. Le juriste français F. Jaubert a recensé avec application, au XIX^e siècle, les usages, les coutumes et les lois d'origine islamique qui permettaient alors, dans les provinces ibériques, de gérer et de faire fonctionner les systèmes d'irriga-

2. El agua en la agricultura de Al-Andalus. Exposición de Almeria, 1995.

3. José Morilla Critz, Joaquim Gómez Pantoja et Patrice Cressier (éds). Impactos exteriores sobre el mundo rural mediterráneo : del Imperio romano a nuestros días. Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, Madrid, 1997.

4. Cherif Abderrahman Jah et Margarita López Gómez. El enigma del agua en

Le savoir est dans le fruit

Pomme de terre, maïs, riz, pastèque, aubergine, tomate, sorgho, épinard, orange, citron, cumin, piment...

Alors que les céréales ont été introduites en Europe dans un passé très lointain, ces plantes familières de nos jardins et de nos campagnes, qui constituent désormais une part importante de notre alimentation, l'ont été au cours des derniers siècles seulement.

Elles étaient pourtant cultivées, depuis des centaines d'années, dans d'autres régions du monde. Leur introduction en Europe s'est accompagnée du transfert de techniques appropriées et de savoirs paysans cristallisés dans la graine ou dans le tubercule : ceux qui ont permis, au cours des nombreuses années de

tion. Aujourd'hui encore, remarque Luis Atienza Serna, « la culture arabe de l'eau nous offre une savante et moderne leçon, reposant sur la complémentarité des dimensions économiques, sociales et communautaires de l'eau, qui est très utile aux administrations responsables de la gestion de cette ressource et aux personnes qui s'en servent pour divers usages »⁴.

La civilisation arabe a donc à la fois transformé les paysages, l'organisation sociale et les techniques agricoles d'Espagne, apportant ses propres références et s'adaptant aux connaissances des agriculteurs locaux, suscitant ainsi un véritable « métissage technique et culturel ».

Faut-il pour autant magnifier ces savoirs ? Certes non. Il faut rappeler que l'érudition scientifique des grandes civilisations a été durement ébranlée par les revers que celles-ci ont subis. Il est manifeste par exemple que la prise de Grenade par les Espagnols en 1492 a signé le déclin de la domination arabe en Europe et du même coup celui de leur médecine et de leurs sciences. D'ailleurs, si les Arabes ont été expulsés de Grenade, c'est grâce aux progrès de l'artillerie.. qu'ils avaient négligée, contrairement aux Rois Catholiques.

L'altérité contre l'identité ?

L'apport des Arabes à l'Espagne est révélateur de la façon dont s'est construite l'Europe rurale, avec ses paysages « traditionnels » et ses savoirs « ancestraux ». Nous vivons dans un monde métis. Mais certains de nos ancêtres ne sont-ils pas plus glorifiés que d'autres ?

Aujourd'hui, les frontières bougent. Les échanges se font plus lointains. Les transferts d'innovations techniques, sociales ou politiques se multiplient.

D'aucuns craignent que notre culture nationale ne souffre de ces apports extérieurs. D'autres pensent que nous avons plus à apporter aux peuples du tiers-monde qu'à recevoir d'eux. Dans les deux cas, on prend le risque de tarir à nos dépens cette source d'enrichissement que constituent les transferts de savoirs, les échanges d'idées, la confrontation des conceptions du monde.

Trop longtemps, les stéréotypes construits sur les pays du Sud ont occulté la contribution de ces derniers à notre propre développement, en l'oubliant quand celle-ci est ancienne, ou en la dévalorisant lorsqu'elle est actuelle. Remettre à l'honneur ce que nous devons aujourd'hui aux pays du Sud, ce n'est pas faire œuvre de nouveauté. C'est rappeler une évidence : nous leur sommes redevables dans la constitution de notre propre

culture et dans l'organisation de notre vie quotidienne.

Valoriser ces apports, c'est également contribuer à reconnaître aujourd'hui l'héritage culturel des immigrants ou des personnes d'origine étrangères et à lutter contre le racisme et la xénophobie.

alambic ● alchimie ● alcool ● alcôve ●
alezan ● algarade ● algèbre ● amiral ●
arsenal ● assassin ● atoll ● avatar ● azur ●
baldaquin ● bambou ● banane ● barda ●
bazar ● bédouin ● benjamin ● benjoin ●
bergamote ● boucan ● bougie ●
cacahuète ● café ● caïd ● calicot ● calife ●
camelote ● camphre ● cannibale ● canoë ●
carafe ● carat ● caravane ● carmin ●
caviar ● chacal ● charabia ● chérubin ●
chiffre ● chocolat ● cobaye ● cosaque ●
coton ● cravache ● divan ● écarlate ●
édén ● élixir ● épinard ● gabelle ● galère ●
gazelle ● girafe ● gourbi ● hamac ● hasard
● haschich ● horde ● jasmin ● jérémiade ●
jonque ● jubiler ● jungle ● jute ● kaolin ●
laque ● lascar ● luth ● macaque ● magasin
● maïs ● manne ● massepain ● matraque
● mazagran ● mesquin ● mocassins ●
mohair ● moïse ● mousson ● nabab ●
nénuphar ● nouba ● oasis ● odalisque ●
orange ● oustiti ● ouragan ● pacha ●
palissandre ● pastèque ● patate ● percale
● poussah ● pyjama ● raphia ● récif ● rotin
● sagaie ● santal ● sarabande ● sarbacane
● satan ● satin ● sérail ● sirap ● sofa ●
sultan ● tabou ● talc ● talisman ● tarif ●
tatouer ● timbale ● toboggan ● tohu-bohu
● tomate ● topinambour ● totem ● toubib
● turban ● turquoise ● typhon ● valise ●
véranda...

« Ma
langue
est belle,
parce
qu'elle
s'est
enrichie
de toutes
les autres. »

Albert
Jacquard

... ce n'est pas
à
un hasard
(de l'arabe
« al-zahr »,
jeu de dés),
mais
un long
processus
d'absorption
de mots et,
avec eux,
de concepts,
d'objets et
de savoirs.

Nier les apports extérieurs : un avatar de la colonisation ?

« Les savoirs scientifiques et technologiques des pays du Sud ont longtemps été ignorés et même niés. La colonisation s'est traduite par une vaste entreprise de discréditation de ces connaissances. Cela était nécessaire, d'un point de vue idéologique, pour légitimer la domination économique et politique imposée par les colonisateurs. Il fallait refuser de reconnaître les compétences même si, étant sur place, on était bien obligé de les voir.

Une anecdote : en Inde, au début de la colonisation anglaise, deux chirurgiens écossais observent le procès et le supplice d'un homme adultère, à qui on tranche le nez. Cet homme se rend chez un chirurgien indien et celui-ci lui refait alors un nez ! La technique chirurgicale, inconnue en Occident, est décrite avec précision par les deux Écossais, qui s'empressent de l'introduire en Angleterre... en « oubliant » d'en attribuer la paternité à leurs confrères indiens.

À la même époque, un scientifique anglais rapporte de nombreuses observations sur la malaria, réalisées à partir d'entretiens avec des médecins traditionnels indiens. Les noms de ces derniers ne sont pas plus restés dans l'histoire que ceux des inventeurs de la chirurgie esthétique..

Les pays colonisateurs se sentaient l'obligation morale, pour justifier leur autorité, de faire état de l'infériorité technique et culturelle des peuples dominés, car la colonisation devait leur permettre d'accéder aux progrès de la civilisation. Cette idée simple a eu des effets extrêmement préjudiciables. Elle s'est traduite par un mépris des connaissances des colonisés et une glorification excessive de celles des colonisateurs, ce qui est encore manifeste aujourd'hui dans les sociétés anciennement dominées. En Afrique du Nord par exemple, l'expression « travail arbi » (arabe) est trop souvent synonyme de « travail mal fait », y compris pour les Arabes eux-mêmes.

Dans les pays anciennement colonisateurs, cet état d'esprit prévaut également. Pourtant, si on considère l'Histoire, nier l'apport scientifique des Chinois, des Indiens, des Aztèques ou des

QUELQUES MOTS DE LA LANGUE FRANÇAISE

originaires de l'arabe, du turc, de l'hébreu, du malgache, du chinois, de l'hindi, du sanscrit, du bengali, de l'indonésien, du malais, du tibétain, de l'aztèque, du quechua et de bien d'autres langues d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Sciences et techniques

d'ici et de là-bas

« La science du tiers-monde est-elle visible ? » Ainsi s'intitule « L'un article paru dans la revue scientifique La Recherche⁵. L'auteur se demande si la production scientifique des pays du Sud, réduite à 5 % de la science mondiale à l'aune de ses publications, est vraiment si marginale. Il remarque que les bases de données internationales – pour la plupart localisées aux États-Unis – sont fort sélectives : elles ne retiennent pour leur travail de recension que 4 % des journaux scientifiques, considérés comme les plus utilisés dans le monde. Or, de nombreux chercheurs du tiers-monde publient leurs résultats dans des revues nationales et en langue locale, pour faciliter leur diffusion à l'intérieur de leur communauté. En Asie par exemple, 60 % des publications sont publiées dans des langues asiatiques et échappent aux comptages.

Mais la « visibilité » de la science des pays du Sud relève de

5. Jacques Gaillard, Orstom. In : La Recherche n° 210, mai 1989.

problèmes plus larges que ceux posés par le décompte des publications des chercheurs.

Science et rentabilité font-ils bon ménage ?

«Le paludisme provoque deux millions de morts par an. [...] Pourquoi les essais concernant un vaccin mis au point par le Pr Patarroyo, de l'Institut d'immunologie de Bogota, se sont-ils vu entravés par certains pays développés ? La science serait-elle soumise à la loi du profit ?» Mohamed Larbi Bouguerra a des questions qui dérangent..

Il dénonce une situation similaire à propos de recherches menées sur la bilharziose, une maladie parasitaire qui affecte quelque 200 millions de personnes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, pas plus solvables que celles qui sont touchées par le paludisme. Un produit prometteur, qui détruit le mollusque hôte de la maladie, a été obtenu à partir d'une plante locale par les Dr Lemma et Yohannes, de l'Institut de pathobiologie d'Addis-Abbeba, en Éthiopie. « Pourquoi les firmes chimiques ou pharmaceutiques ne s'y intéressent-elles pas ? N'est-ce pas simplement parce que personne dans les pays concernés n'a ni les moyens ni la volonté de financer l'éradication de cette maladie ? ⁶ »

Que dire du vaccin anti-grossesse élaboré par l'Institut indien d'immunologie, dont les essais ont été ralentis par l'Organisation mondiale de la santé ? Selon les responsables indiens, il s'agissait là d'une manœuvre destinée à favoriser un produit similaire élaboré par des chercheurs occidentaux. On a beau jeu, dans ces conditions, d'affirmer la suprématie de l'Occident en matière de recherche scientifique !

Pourtant, de véritables découvertes et procédés techniques sont élaborés dans les pays du Sud. Un prix Nobel de chimie, l'Américain R. Hoffman, a raconté comment les Cubains ont mis au point des techniques de valorisation de la canne à sucre : on en extrait aussi bien des levures que des panneaux de particules destinés à l'ameublement, de l'acide citrique que des aliments du bétail, des contraceptifs que des médicaments

6. Mohamed Larbi Bouguerra. In : L'État de l'Environnement dans le monde, La Découverte/Éditions Charles Léopold Mayer, 1993.

7. Le texte en italique renvoie à une expérience présentée plus loin.

anti-asthmatiques. Quant à l'université de Dacca, au Bangladesh, elle a tiré de la jacinthe d'eau — une plante aquatique qui prolifère dans les canaux d'irrigation — du papier, du carton et des concentrés protéiques pour le bétail. En Inde, on a mis au point un insecticide à partir d'une plante locale, le neem. Au Brésil, on a tiré de la mélasse et des déchets de la canne à sucre un combustible à forte teneur en éthanol, destiné à l'industrie automobile.

Les exemples ne manquent pas. Plusieurs d'entre eux sont présentés plus loin : au Brésil, des agronomes et des paysans ont développé des techniques de semis sans labour ⁷ qui permettent de limiter l'érosion et sont désormais exportées dans tous les continents.

Dans le domaine médical, la méthode de soins aux bébés prématurés dite « des mamans-kangourous » a été mise au point en Colombie pour une raison simple : les couveuses étaient trop chères. Les pédiatres ont eu l'idée de recommander aux mères de porter jour et nuit leur enfant contre leur peau pour préserver sa chaleur. L'anecdote devient instructive quand on s'aperçoit que les résultats sont aussi bons qu'avec les couveuses dans le domaine strictement médical (le taux de survie des enfants est similaire) mais bien supérieurs sur le plan psychologique (l'équilibre psycho-affectif de l'enfant est mieux préservé). Cela rappelle utilement que les bébés ont autant besoin du contact avec un corps humain que de chaleur proprement dite, donc qu'une machine ne remplace pas une mère...

C'est du Chili que vient l'idée d'utiliser des lombrics pour éviter le colmatage des stations d'épuration. Une notion simple qui, pour être menée à la pratique, a dû être assortie de longues et laborieuses recherches, car la toxicité du milieu nuisait aux innocents vers de terre. Le succès de l'opération a finalement permis sa diffusion en France et a débouché sur une coopération véritablement réciproque.

Avec la victoire épique de chercheurs éthiopiens contre l'envahissante moule zébrée qui menace d'asphyxier les grands lacs américains et canadiens, on aura un autre aperçu de la créativité et de la scientificité des professionnels du Sud. Mais si la recherche moderne ouvre de nombreuses perspectives de coopération, les connaissances traditionnelles et populaires offrent un champ aussi vaste en matière d'échange de savoirs.

Elles doivent pour cela être reconnues et valorisées.

Thérapies interculturelles

Comment expliquer l'ouverture de certains thérapeutes envers les échanges interculturels ? Dans le domaine de la psychiatrie, les innovations menées dans la favela brésilienne de Quatro Varas ont eu un retentissement mondial et ont renouvelé les approches de nombreuses équipes médicales, par exemple à Grenoble. Un succès d'autant plus intrigant que le psychiatre brésilien à l'origine de ce mouvement revendique haut et fort son héritage indien et son inspiration puisée dans la culture populaire brésilienne.

Même surprise à propos du N'Doep, un rituel de guérison du Sénégal destiné à désenvoûter les malades grâce à la participation active de sa communauté. Après une période d'ignorance, puis de doutes, des médecins européens ont mesuré l'intérêt de la cérémonie dans le traitement de certaines maladies mentales, bousculant du même coup la confortable distinction entre tradition et modernité.

Les psychiatres qui s'intéressent aux pratiques de guérison traditionnelles admettent l'importance de l'entourage du malade dans le traitement de ses troubles. L'individualisation du patient, la dissociation entre la maladie et l'ensemble de l'individu sont dénoncées depuis des décennies comme des dérives de la médecine occidentale. Le constat de leurs limites invite donc à rechercher de nouvelles pistes, notamment chez ceux pour qui ces distinctions n'ont pas lieu d'être. L'approche «holistique» de la santé – qui considère l'individu comme un tout et la maladie comme l'expression localisée d'un désordre plus général – alimente cette recherche.

Rien de passéiste dans cette démarche, pas plus que de mythification abusive des pratiques des guérisseurs. Mais une attention pragmatique et l'intégration de pratiques nouvelles à des concepts occidentaux. Là où les adeptes sénégalais du N'Doep parlent de désenvoûtement, les médecins voient un rituel d'expiation permettant le pardon et la réintégration d'un individu exclu par son entourage social, donc sa prise en charge collective.. Il s'agit moins là d'une adaptation d'un savoir à un nouveau contexte que de sa réinterprétation dans un système

La science est commune à tous les hommes

« Il est certain que les savoirs traditionnels et scientifiques des pays du Sud pourraient être systématisés et valorisés beaucoup plus qu'ils ne le sont aujourd'hui. La question est la suivante : comment stimuler les recherches scientifiques menées dans le tiers-monde à partir de l'observation des pratiques et des savoirs traditionnels ? Des expériences ont montré que ces recherches pouvaient être fructueuses (voir par exemple « L'invasion des moules zébrées »). Encore faut-il que des chercheurs du tiers-monde puissent exercer leur activité chez eux, à partir des problèmes de leurs pays et de l'observation de leur réalité, tout en maintenant des échanges étroits avec leurs collègues des pays industrialisés. Ils doivent avoir des moyens suffisants et rester dans la communauté des chercheurs.

Trop souvent, l'aide à la recherche scientifique pour les pays du tiers-monde se réduit à l'accueil de jeunes chercheurs dans des laboratoires d'Europe ou des États-Unis. Cela n'est pas négatif en soi mais, outre le fait que cela favorise certainement la fuite des cerveaux, il est dommage de ne pas pouvoir encourager plus durablement ceux qui font le choix courageux de travailler dans leur pays.

Le Pakistanais Abdus Salam, prix Nobel de physique en 1979, disait « La science est commune à tous les hommes ». Toutes les civilisations y ont contribué d'une manière ou d'une autre. Ce pourrait être le cas aujourd'hui encore, si les moyens en recherche étaient mieux répartis. Il faut avant cela en finir avec ces préjugés issus de la colonisation, qui dévalorisent le potentiel

de pensée différent. Ce processus est indispensable à l'appropriation de la pratique de guérison et à sa reconnaissance comme telle (à moins de penser que tous les psychiatres européens puissent croire un jour à l'envoûtement).

Les transferts de savoirs du Sud vers le Nord rendent évidente aux yeux des Occidentaux la nécessité de cette réinterprétation. Pourtant, dans le domaine de la coopération « classique », du Nord vers le Sud, elle est souvent mal admise. Par exemple, le fait qu'un guérisseur traditionnel puisse utiliser, pour guérir une fièvre, des antibiotiques en même temps que des rites de purification du malade, cela ne doit pas être compris comme une incohérence de son système de pensée. Cela peut simplement vouloir dire que l'action du médicament –

adopté au vu de son efficacité – est réinterprétée et expliquée dans le cadre cohérent de la conception traditionnelle de la maladie. L'adoption d'une technique n'implique pas nécessairement – et c'est heureux ! – une conversion totale des esprits. Cela autorise sans aucun doute une diffusion de savoirs dans des cultures différentes.

8. Une série de cinq films vidéos sur l'agriculture traditionnelle au Mexique a été réalisée par le Grupo de Estudios Ambientales à partir d'entretiens avec E. Hernández Xolocotzi : « Nueve mil años de agricultura en México ». Marco Díaz León, GEA.

Les savoirs populaires : une reconnaissance tardive

La dévalorisation des savoirs populaires et traditionnels des pays du Sud est un phénomène ancien : Mohamed Larbi Bouguerra en fait remonter l'origine à la colonisation. Au cours des années soixante et soixante-dix, alors que la Révolution verte battait son plein en Asie et en Amérique latine, la glorification des savoirs occidentaux atteignait son apogée dans les milieux de la coopération internationale. Les progrès de la science moderne devaient alors résoudre tous les problèmes, notamment le plus pressant d'entre eux, celui de la faim et de la malnutrition. Nul doute que parmi les coopérants et les responsables d'ONG de cette époque se soient trouvés d'ardents pourfendeurs de ces connaissances « non scientifiques » de la population qu'ils venaient aider, des savoirs considérés trop souvent comme des survivances d'un autre âge. Les usages traditionnels et populaires des populations n'intéressaient guère alors que les ethnologues.

Cette vision des choses a commencé à changer progressivement au cours des années soixante-dix et quatre-vingt. C'est à ce moment que des scientifiques s'intéressent de façon systématique aux pratiques populaires, en particulier dans le domaine agricole. On découvre ainsi que, depuis longtemps, des agriculteurs yéménites utilisent des fourmis pour débarrasser les dattiers de leurs insectes nuisibles, devançant en cela des techniques développées récemment par la recherche scientifique. On s'aperçoit que certains usages traditionnels ont des fondements agronomiques oubliés, comme ceux de ces cultivateurs de coton égyptiens qui interdisent l'irrigation à certaines périodes de l'année : un décret pris par le Khédive Mohamed Ali au XIX^e siècle explique que de cette façon, on limite le développement dans le sol de larves d'insectes nuisibles à la plante.

Le Mexicain Efraím Hernández Xolocotzi, précurseur de l'ethnobotanique et de l'étude scientifique des agro-écosystèmes, montre que les pratiques paysannes traditionnelles de son pays

9. Anil Agarwal et Sunita Narain : *Dying wisdom. Rise, fall and potential of India's traditional water harvesting systems.* (Une sagesse qui meurt. Ascension, chute et potentiel des systèmes traditionnels de collecte de l'eau en Inde), Centre for Science and Environment of New Delhi, 1997.

reposent sur une connaissance approfondie des phénomènes naturels et que les principes qui les guident doivent être pris en compte dans la conception de nouvelles voies de progrès technique. Fondateur d'un courant de pensée à l'université nationale d'agronomie de Chapingo, il inspirera toute une génération de techniciens et d'ingénieurs, à l'écoute de la rationalité des pratiques paysannes⁸.

Au Pérou, l'agronome français Pierre Morlon engage un travail similaire et montre que le fonctionnement des systèmes agraires andins traditionnels est bien adapté aux conditions du milieu. Il observe notamment que des usages que l'on considérerait comme des avatars de l'Histoire et que l'on estimait révélateurs de l'immobilisme paysan, comme la dispersion des parcelles à des altitudes différentes ou l'utilisation simultanée de multiples variétés d'une même plante au sein d'une même parcelle, ont pour fonction de réduire les risques inhérents aux aléas climatiques. Il illustre ainsi une règle désormais largement admise, celle de la relation entre les conditions du milieu, l'état des connaissances et les stratégies des agriculteurs, relation qui conditionne l'adoption de telle ou telle pratique. Morlon montre que, dans certains contextes, l'objectif le plus rationnel pour un producteur n'est pas forcément d'augmenter ses rendements mais peut-être de limiter le risque d'une rupture du stock de semences ou d'une chute brutale de production. Ces principes ont été largement repris par les agronomes français pour reconsidérer d'un autre œil les pratiques des paysans français.

Parallèlement, des agronomes péruviens critiques envers les recettes techniques de l'agronomie occidentale cherchent à revaloriser les connaissances empiriques de la population. L'association péruvienne Pratec a ainsi engagé un travail consistant à identifier les pratiques populaires agricoles des paysans andins et à encourager leur reconnaissance pour éviter leur disparition.

Revaloriser sans mythifier

Ces démarches diffèrent fondamentalement de celles des ethnologues, même si l'apport de l'ethnologie a pu s'avérer utile pour comprendre les pratiques étudiées. En effet, les pro-

moteurs de ces démarches ne se réclament pas d'un souci conservatoire, mais d'une attitude plus opérationnelle. Pour eux, un savoir n'est pas forcément bon parce qu'il est traditionnel : il l'est s'il démontre son aptitude à solutionner un problème identifié par la population, en tenant compte des caractéristiques de l'environnement naturel et du contexte socio-économique, et en produisant les effets indésirables les plus limités possibles. Ces connaissances doivent donc être adaptées aux défis contemporains.

C'est ce que réclament Anil Agarwal et Sunita Narain, qui ont entrepris en Inde un énorme travail visant à connaître et faire reconnaître les systèmes traditionnels de gestion de l'eau⁹ : «L'idée nous est venue de publier ce document [...] suite aux mouvements sociaux d'opposition aux barrages qui se multiplient dans le pays et qui réclament des systèmes d'approvisionnement en eau moins destructeurs sur le plan social comme sur le plan écologique. Nous nous sommes alors demandés : comment de tels systèmes devraient-ils être conçus ? Peut-on les trouver dans nos pratiques traditionnelles de gestion de l'eau ? ».

Les chercheurs indiens qui se sont intéressés aux méthodes d'irrigation ou aux réseaux d'approvisionnement en eau des anciennes villes de l'Inde ont pu remettre à l'honneur des pratiques économes en ressources, nécessitant des investissements bien moindres que ceux des grands barrages.

En Asie, en Amérique latine ou en Afrique, l'étude systématique des connaissances populaires a permis d'en finir avec de nombreux préjugés. Par exemple :

* Les savoirs techniques populaires ne sont pas toujours traditionnels. Ils peuvent au contraire être très récents. Même quand une pratique plonge ses racines dans l'histoire ancienne, elle est souvent adaptée aux changements du contexte, ses différenciations locales en sont un signe. S'intéresser à ces savoirs ne consiste donc pas à se tourner vers le passé : on peut aussi étudier comment des connaissances nouvelles sont créées hors du système scientifique conventionnel, par exemple à travers l'apprentissage pratique. En réalité, l'innovation, l'expérimentation, l'adaptation des savoirs populaires sont des processus permanents. Mais il est vrai que les mécanismes de validation et de transmission de ces connaissances sont fondamentalement différents de ceux de la science acadé-

Mamans KANGOUROUS :

techniques
de soins des prématurés

COLOMBIE



mique et répondent à des critères beaucoup plus informels. Ce qui ne leur ôte pas nécessairement toute pertinence.

* Ces savoirs sont généralement adaptés aux milieux, en particulier à la gestion prudente des ressources naturelles. C'est notamment le cas pour les savoirs les plus anciens : l'économie de l'eau, la protection des sols contre l'érosion ou la conservation de la forêt sont autant de principes largement répandus. Sans tomber dans l'angélisme qui consisterait à faire des paysans traditionnels des écologistes avant l'heure, il faut bien reconnaître que la conception patrimoniale des savoirs traditionnels tranche avec la logique de résultat à court terme qui inspire nombre de pratiques inspirées par la science moderne.

* Comme tous les systèmes de connaissance, les savoirs traditionnels ne sont pas infallibles et sont susceptibles d'erreurs ou d'effets pervers. Certaines pratiques traditionnelles produisent à long terme des effets négatifs dont la relation de cause à effet a pu être mise en évidence par la science moderne. C'est pour cette raison que le pragmatisme est de rigueur et que la revalorisation des savoirs populaires ou traditionnels ne

dispense pas d'une attitude critique. Certains scientifiques estiment que ces pratiques constituent un « vivier » très riche dans lequel il faut puiser, mais que les savoirs populaires doivent être soumis à une validation par des protocoles rigoureux. Cette position ne fait pas l'unanimité et la polémique est particulièrement vive en ce qui concerne l'acupuncture – pratique traditionnelle chinoise, s'il est besoin de le rappeler – qui, selon ses défenseurs, ne peut pas être passée au crible de la méthode expérimentale, notamment parce qu'elle met en jeu des phénomènes trop mal connus de la science ou non admis par elle.

* Les savoirs techniques renvoient à une vision de l'organisation entre les hommes et leur environnement, c'est-à-dire à une conception du monde. Si les pratiques traditionnelles des shamans combinent l'administration de plantes médicinales (ou de médicaments modernes) avec des rites souvent longs et parfois collectifs, c'est parce que, selon leur vision de la maladie, il ne faut pas séparer les troubles psychologiques et les désordres physiques qui peuvent en être l'expression, pas plus qu'il ne faut isoler un problème de santé individuel de ses racines sociales. Une vision des choses longtemps niée par la médecine moderne et aujourd'hui de mieux en mieux admise.. Cela signifie qu'un savoir est étroitement lié à une vision de la réalité, c'est-à-dire à une culture, et que sa négation arbitraire relève donc d'une atteinte à la culture.

Sans idéalisme excessif, mais avec ouverture d'esprit et pragmatisme : c'est ainsi que l'on doit poursuivre les efforts engagés depuis quelques années en faveur d'une revalorisation des savoirs populaires et traditionnels dans les pays du Sud. Car la vaste entreprise de négation des compétences engagée lors de la colonisation, dissuadant les populations de revendiquer la prise en considération de leurs connaissances, continue de produire ses effets dévastateurs. La colonisation culturelle est sans doute la plus destructrice : l'individu nie ses propres valeurs et regarde vers l'Occident.

le N' DOEP
du désenvoûtement
à la thérapie
familiale

S É N É G A L



Depuis janvier 1995, la clinique de Blanc-Mesnil, dans la région parisienne, expérimente une technique de soin des bébés prématurés droit venue de Colombie. On encourage les mères à porter jour et nuit leurs fragiles nouveau-nés sur leur ventre et en contact avec la peau, à la manière des marsupiaux.

Une méthode inspirée de savoir-faire colombiens, née de la nécessité de trouver des substituts aux coûteuses couveuses.

Les médecins se sont aperçus, non seulement que les chances de survie des nourrissons étaient meilleures que dans les couveuses, mais que le contact permanent avec la mère contribuait grandement à leur équilibre psychique et affectif.

Une expérience similaire de « mamans-kangourous » est également menée avec succès dans d'autres pays européens.

Pourquoi, alors, ne relègue-t-on pas tout de suite aux oubliettes les antiques couveuses ? Un spécialiste des « résistances culturelles » expliquerait sans doute que les médecins français se sentent bien désarmés (désavoués ?) dès que disparaît la rassurante technologie moderne et dès lors que le succès de l'opération est imputable aux mères autant qu'au corps médical...

Peut-être que, grâce aux pédiatres colombiens qui organisent des conférences en Europe et à l'association Sages-femmes du monde qui a réalisé un film sur le sujet, l'état d'esprit s'améliorera.

Un indice encourageant : on parle des mamans-kangourous dans certaines écoles françaises de puériculture. Espérons simplement que l'on reconnaîtra longtemps encore la paternité colombienne de cette technique post-moderne

QUATRO Varas

le rayonnement d'une EXPÉRIENCE
de **thérapie**
communautaire

B R É S I L



Le N'Doep est un rituel de guérison qui s'apparente à un exorcisme de groupe. Il s'adresse à des malades victimes d'un envoûtement, et fait appel aux esprits protecteurs de sa famille, appelés Rab. Ces derniers sont les garants de l'équilibre de l'individu dans ses rapports avec la communauté et avec la nature. En cas de transgression des règles, ils ont la capacité de posséder l'esprit du malade. Celui-ci est puni pour avoir enfreint la tradition.

Le N'Doep est une pratique de l'ethnie Lébou, vivant dans l'ouest du Sénégal, dans la région du Cap Vert. Les Lébous sont principalement agriculteurs et pêcheurs et le rite du N'Doep est un des éléments fondamentaux de leur culture et de leurs croyances. Mais en quoi consiste-t-il ?

Dans un premier temps, les parents du malade prennent

contact avec le prêtre, le guérisseur. Celui-ci est un homme respecté dans sa communauté, grâce à son savoir. Il établit un diagnostic et décide du bien-fondé d'une séance à partir des maux dont souffre le patient et selon des critères bien définis. Le guérisseur est entouré d'une équipe comprenant notamment une prêtresse. Les cérémonies ont lieu dans une cour spacieuse ou sur une grande place, elles peuvent s'étendre sur un mois. Il faut effectuer des sacrifices pour satisfaire les esprits : on égorge un bœuf, des chèvres. Le sang des bêtes est recueilli et béni afin que le malade s'y baigne. L'offrande aux esprits peut comprendre de la cola, du lait caillé, etc.

Après cette étape, le malade est invité à danser au rythme des musiques appropriées et le groupe l'accompagne. Les prêtres commencent la danse jusqu'à la transe, puis entraînent le malade. Les guérisseurs, maîtres de cérémonie, arrêtent les danses lorsque les esprits sont satisfaits ; alors, le malade est guéri.

Des médecins européens travaillant à l'hôpital psychiatrique de Dakar se sont intéressés à ce rite. Ils ont réalisé en 1972 un film d'une durée de trois quart d'heure ; celui-ci nous livre leur témoignage et explique comment ils sont passés d'une attitude passive et semée de doutes, à une collaboration active avec les prêtres africains.

L'importance du groupe est manifeste dans le processus de guérison, puisque le maître de cérémonie et la prêtresse sont entourés d'une foule composée essentiellement de l'entourage du malade. Toute thérapie a son pendant social et trouve son efficacité dans le rétablissement des équilibres entre l'homme et la société ou entre l'homme et la nature. Le malade est exclu car il a commis une faute dont la réparation permet le retour au sein du clan.

Deux autres éléments participent au rite de désenvoûtement et de réintégration : la musique et la danse. L'utilisation du corps a fait dire à un musicien sénégalais que la musicothérapie occidentale se serait inspirée du N'Doep..

Cette expérience met en évidence la reconnaissance mutuelle des savoirs et les liens possibles entre tradition et modernité. Les praticiens européens reconnaissent les capacités thérapeutiques des tradipraticiens africains et ces derniers reconnaissent également qu'ils sont complémentaires. Ce qui les amène à combiner les deux méthodes ou à se renvoyer

mutuellement les malades quand l'un considère que les soins à apporter relèvent du domaine de l'autre.

Vélo-TAXIS :

dans la ville
rose

ASIE



La communauté de Quatro Varas est située dans la favela «Pirambu» à Fortaleza, dans le Nordeste du Brésil. Les inégalités économiques que connaît le pays, à laquelle s'ajoutent la sécheresse du Nordeste, amènent de plus en plus de démunis à grossir les bidonvilles. Là règne la violence économique et matérielle, les épidémies, l'éclatement des familles.. enfin la violence affective et morale qui résulte de la perte de confiance et de l'estime de soi, de l'absence d'un avenir digne de ce nom.

C'est à Fortaleza que le Dr Barreto, psychiatre et anthropologue, ouvre son cabinet médical. Son frère, travailleur social, lui adresse des patients de la communauté de Quatro Varas. Devant l'afflux des malades, le Dr Barreto décide de venir sur place afin de mettre en place une aide thérapeutique adaptée aux besoins de la communauté.

Il constate rapidement que les patients présentent des troubles de l'identité renvoyant à leurs conditions de vie matérielles et aux rapports qu'ils établissent entre eux dans le contexte particulier de la favela. Plutôt que d'isoler chacun par des soins individuels, l'idée lui vient d'offrir à cette grande famille d'exclus le moyen de régler les problèmes au sein de la collectivité en faisant appel à ses propres ressources.

Il propose d'animer chaque semaine une séance de thérapie communautaire. Au cours de ces séances, une « situation problème » est évoquée par une personne, une famille ou un groupe. Ceux qui se sentent concernés pour avoir vécu une situation semblable sont appelés à s'exprimer, à livrer leur expérience et leur savoir, ce qui offre une grande variété de solutions possibles au problème soulevé. Ensuite une réflexion est menée sur les moyens dont dispose la communauté pour affronter ces difficultés. Enfin, la séance se termine par le rituel de la chaîne : on se tient par la main ou par le cou, on prie et on chante pour que chacun sente le courant de solidarité et d'entraide qui unit les participants.

De bouche à oreille, l'expérience de Quatro Varas commence à se faire connaître. Le bruit passe même l'océan..

La favela devient un lieu de formation pour les étudiants des États-Unis, du Pérou, d'Europe, d'Inde, du Japon, du Sénégal.. Des travailleurs sociaux, des soignants et des universitaires s'y intéressent de près. Bientôt, elle fait l'objet de plusieurs centaines de publications étrangères : mémoires, thèses et doctorats. Il n'est pas de semaine sans qu'une assistante sociale, un médecin ou une infirmière vienne y passer quelque temps. La notoriété du travail réalisé suscite des demandes de séjours thérapeutiques pour des patients européens ou venant d'autres États du Brésil.

En 1998, le Dr Boyer, chef de service de psychiatrie générale à Grenoble et médecin responsable d'une unité d'alcoologie, rencontre le docteur Barreto lors d'un colloque et l'invite à faire partager son expérience.

C'est ainsi qu'à Grenoble, des formations sont réalisées par les thérapeutes brésiliens sur l'exercice de la thérapie communautaire ou sur l'approche intuitive et sensible dans la relation d'aide. Soixante-dix personnes ont pu bénéficier des dix années de recherche et d'expérience de cette équipe et ont modifié leur pratique en conséquence.

la culture sans LABOUR avec semis direct

B R É S I L



Ces formations ont également suscité des initiatives, comme la constitution d'une association liant les professionnels du domaine social et du sanitaire pour créer avec des usagers bénévoles des espaces communautaires d'échanges, de rencontre et de créativité. L'idée force de l'expérience brésilienne se retrouve là : lutter contre les cloisonnements et sortir de l'isolement.

Pour le Dr Boyer, les phénomènes d'aliénation sociale et mentale, s'ils sont à différencier quant à leur origine et à leur traitement, sont de plus en plus associés. Il réfléchit à un projet de création d'un espace communautaire intermédiaire pour les personnes en situation de précarité psychique et socio-économique.

À l'heure où les pays dits riches abordent les problèmes liés à la précarité psychique et socio-économique, le travail mené par la communauté de Quatro Varas, reposant sur une conception communautaire de l'action, est riche d'enseignements pour tous ceux qui ont la volonté de lutter contre l'exclusion.

Nathalie Ferrié aime le sport et tout particulièrement le vélo. Elle adore les voyages, aller voir ailleurs, « bouléguer » et dénicher de nouvelles idées à portée de main ou.. de mollet. Elle est aussi soucieuse de la protection de l'environnement et aime travailler en équipe. C'est ainsi que pour faciliter les déplacements dans une grande ville comme Toulouse, où elle habite, lui est venue une idée – ou plutôt, comme elle le dit « une image en couleur, je les ai vus » – les vélo-taxis ! Restait à lui donner corps, ce qu'elle a fait en créant quatre emplois – dont le sien – et la société « Cycl'hop » qui propose au Toulousain un nouveau moyen de transport urbain.

Composés d'une cabine deux places tractée par un VTT, trois cycl'hop transportent les touristes depuis l'été 1998, pour un circuit d'une cinquantaine de minutes dans le vieux Toulouse. La société, qui s'est diversifiée, propose également des services utilitaires de transport et d'animation.

Le cycl'hop est bien accueilli par la population. La plupart des passants lui trouvent un côté asiatique et l'appellent le « pousse-pousse ». La perception est souvent ludique, mais pour Nathalie, la route a été longue et semée d'embûches, tout particulièrement administratives. Vide juridique et fiscal pour monter ce genre d'activité, manque de référence du point de vue du fonctionnement d'une telle activité, réticence des employés de la Direction départementale du transport ainsi que de la mairie.. Voilà un projet qui dérange. Trop exotique ! Dans son parcours de créatrice d'activité, Nathalie Ferrié signale principalement des réticences d'ordre culturel et économique.

Du point de vue culturel, le vélo n'est pas un moyen de transport installé dans la culture française contrairement à ce qui existe aux Pays-Bas, au Danemark, en Allemagne.. pour ne parler que de nos voisins européens.

Quant à l'Asie, le poids de l'histoire et des images a joué, constituant un frein dans le cas de cycl'hop. Le cyclo-pousse, c'est la misère et l'esclavagisme.. Les images d'Epinal sur les pays pauvres et leurs moyens de transports ont la vie dure. Selon Nathalie, c'est cette forme de pensée stéréotypée qui

lutte biologique

contre l'invasion
des **Moules**
zébrées

ÉTHIOPIE



empêche toute autre projection et application possible de ce moyen de transport pour des activités comme les services de proximité ou l'environnement : « Les gens ne supportent pas l'effort physique visible dans le travail, c'est ce qui a constitué la principale réticence depuis le début du projet. On me disait : « Mais vous n'allez pas faire pédaler des gens ! » Pourtant, les mêmes ne se posent pas de question à propos de la vendeuse de croissants qui travaille en été devant le four. Mais voir pédaler un cycliste, faire accepter l'idée qu'il puisse y avoir des garçons ou des filles qui acceptent de transpirer et qui soient payés pour ça, c'est ce qui a été le plus difficile ».

Quant aux freins économiques, ils n'ont pas manqué non plus : le vélo ne rapporte pas d'argent, pas plus à ceux qui vendent du pétrole qu'à ceux qui perçoivent des taxes de stationnement ou des amendes... Les banquiers sont méfiants et il a fallu argumenter longuement et présenter des lettres de commande. D'après certains fonctionnaires, le projet était voué à l'échec car « les taxis ne vous laisseront pas faire »... De plus, le vélo n'est pas porté par de puissants lobbies, comme c'est le

cas pour l'automobile.

Malgré ce parcours à faire casser le meilleur des VTT, ça roule pour Cycl'hop. Son entreprenante créatrice songe désormais à développer son activité dans d'autres villes. Rendez-vous dans quelques années...

Lombrics sans frontières

CHILI



«Une innovation originaire du Brésil risque de bouleverser un certain nombre de schémas agronomiques traditionnels. Elle consiste dans la pratique d'une agriculture sans labour avec semis direct ; elle a fait l'objet d'un atelier scientifique international organisé à Madagascar en 1998.

Le semis direct est une innovation qui, à grande échelle, trouve son origine dans les États subtropicaux du Sud du Brésil où la culture avec des engins à disques a entraîné une dégradation des sols et une chute de fertilité catastrophiques. Fut donc mise en œuvre, sous l'impulsion des agriculteurs, coopératives, universités, organismes de recherche et de vulgarisation, la pratique du semis direct sur résidus de récolte, avec successions culturales adaptées. La grande nouveauté est que le sol n'est plus « travaillé ».

Ce succès a été adapté et étendu dans le Brésil tropical humide (cerrados, fronts pionniers amazoniens). Au Brésil, près de 7 millions d'hectares sont aujourd'hui cultivés en semis direct, sans érosion. Le Paraguay, l'Argentine, l'Uruguay et le Chili adoptent rapidement cette pratique (10 à 25 % des surfaces actuellement).

Sur les autres continents, les semis directs progressent, notamment aux États-Unis (dans les grandes plaines céréalières), en Australie et surtout en Nouvelle-Zélande.

Les résultats obtenus par la recherche montrent qu'en zone tropicale humide, une agriculture à la fois productive et durable est possible. Le Cirad, avec ses partenaires, a commencé à transférer ces systèmes de culture innovants du Brésil vers l'Afrique et l'Océan indien».

Extraits d'un communiqué de presse
du Cirad (organisme français
de recherche agronomique),
21 janvier 1998.
Source : <http://www.cirad.fr>

Acupuncture¹ en EUROPE : la barrière culturelle est-elle franchissable ?

CHINE



Depuis 1985, les Grands Lacs américains et canadiens sont infestés par une moule – *Dreissena polymorpha* – d'origine européenne, communément appelée «moule zébrée». Les mollusques s'attachent fortement à toute surface et entre eux. Les colonies réduisent les débits et peuvent boucher les tuyaux d'eau de refroidissement. Elles peuvent aussi bloquer partiellement les filtres et les turbines.

Cette invasion provoque de grands dégâts à toutes les industries utilisant l'eau. On estime les pertes à 5 milliards de dollars pour la prochaine décennie, rien que pour les Grands Lacs. Quant aux conséquences pour l'environnement, elles sont difficiles à prévoir pour le moment.

L'infestation peut être spectaculaire : la période de reproduction dure neuf mois et une femelle produit par saison 300 000

œufs qui peuvent atteindre le stade reproducteur en une année. Un mètre carré peut compter jusqu'à un million de moules fermement attachées. La présence du mollusque est signalée aussi sur la côte Est, les fleuves Mississipi et Ohio entre autres. On voit donc l'ampleur du problème.

L'Université de l'Ohio aux États-Unis a décerné un doctorat honoris causa au Dr Aklilu Lemma de l'Institut de patho-biologie de l'université d'Addis-Abeba en Éthiopie.

Justice était ainsi rendue au travail du Dr Lemma pour ses travaux sur l'épidémiologie de la bilharziose, l'utilisation de baies d'une plante éthiopienne – l'endod – pour la lutte contre le vecteur de cette parasitose ainsi que pour ses efforts inlassables pour l'avancement de la science et de la technologie en Afrique.

À cette occasion, le Dr Lemma suggéra d'utiliser cette plante éthiopienne pour lutter contre la moule zébrée partant de ses travaux sur le mollusque vecteur de la bilharziose en Éthiopie. Les résultats se sont révélés très encourageants au laboratoire avec 90 % de morts en 24 heures pour une concentration de 15-20 mg/l.

On a fait aussi un essai grandeur nature, en 1992, sur les eaux d'une centrale électrique car le débit, les matières en suspension, la température jouent, bien entendu, un rôle. Les résultats sont aussi encourageants mais, comme les sédiments peuvent couvrir les moules, les doses et la durée de traitement doivent être mieux cernées. Le produit étant biodégradable, il est sans effet sur l'environnement et les poissons notamment.

L'université de l'Ohio et le Dr Lemma ont déposé un brevet en commun, les résultats ayant été confirmés au Canada et en Finlande.

On a là un excellent exemple d'une bonne collaboration Sud-Nord. L'université de l'Ohio a joué le jeu et nommé le Dr Lemma professeur pour pouvoir lui attribuer sa part des bénéfices tirés du brevet déposé en commun, les tests de laboratoire ayant été réalisés dans les locaux de l'université et avec la collaboration de certains de ses spécialistes.

On voit ainsi que le transfert de technologie peut être à double sens, dans l'intérêt de tous.

Le Dr Lemma et son équipe de l'Institut de pathobiologie d'Addis Abeba travaillent depuis de longues années sur les baies de l'endod pour contrôler les escargots, hôtes interné-

diaires du protozoaire responsable de la bilharziose qui fait d'effroyables ravages dans toute la vallée du Nil. Il a fait profiter ainsi de son expérience l'industrie des États Unis.

L'histoire commence avec les expériences du professeur José Toha, de l'université d'Atacama, au Chili, qui mit au point des filtres biologiques, composés de matières minérales et de lombrics, destinés à traiter les eaux usées. L'expérience a montré que les petits invertébrés réduisaient les pollutions bactériologiques et, grâce à un brassage permanent des matières solides, évitaient le colmatage des stations d'épuration tant redouté des spécialistes. L'expérience fut connue dans les milieux spécialisés et parvint aux oreilles d'un organisme français de conseil auprès des collectivités territoriales. Des contacts sont alors pris par le Service des eaux du conseil général de l'Hérault et par des scientifiques. Une délégation se rend bientôt au Chili.

La suite ? Des accords de coopération sont signés entre des partenaires multiples : collectivités territoriales, universités, entreprises et administrations. Les Chiliens prêtent leur concours à une expérimentation menée dans la station d'épuration de Combaillaux, dans le département de l'Hérault. Les chercheurs français apportent leur contribution à la détermination des facteurs de réussite du processus, afin d'envisager sa diffusion à grande échelle. Les contacts aidant, d'autres thèmes de collaboration sont envisagés dans le domaine de la gestion de l'eau.

«L'expérience française de gestion des ressources hydriques

10. Pays du Sud donneraient conseils à Nord en crise. Dossier réalisé par Yves Hardy. Croissance n° 370, avril 1994.

est reconnue au niveau international », déclare Serge Miquel, directeur du Service des eaux au conseil général. « Les Chiliens sont demandeurs de transferts de connaissances en la matière. Mais ils sont eux-mêmes plus compétents que nous dans certains domaines, comme la réutilisation des eaux usées ou la prévention de l'érosion due au ruissellement. Cela nous permet d'envisager de véritables échanges de savoir-faire, des transferts dans les deux sens. Sur le plan humain comme sur le plan professionnel, c'est beaucoup plus enrichissant. Finalement, ces modestes vers de terre nous auront entraînés dans un projet de coopération bien plus important que nous ne l'aurions pensé à l'origine. »

11. Cité par Roland-Pierre Paringaux. « Les micro-crédits au secours des Norvégiennes », Le Monde, 16 septembre 1996.

Un peu avant 1930, lorsque Soulié de Morant, un diplomate français en poste à Shangai, rentra à Paris, il ne se doutait pas combien il allait bouleverser les habitudes des médecins de l'époque et combien encore, cinquante ans plus tard, il encourrait d'incrédulité, de sarcasmes, de foudres, mais aussi de passions. Il rapportait dans ses bagages des années d'observation et de culture chinoise, ainsi qu'une drôle de médecine qui consistait à piquer avec des aiguilles de métal des endroits privilégiés de la peau des malades.

Avant lui, au ^{XVII}^e siècle, des missionnaires jésuites et au ^{XIX}^e siècle des médecins curieux comme les Dr Dabry et Berlioz avaient déjà écrit des ouvrages sur cette thérapeutique. Ils s'étaient heurtés à la suspicion et au manque d'audience auprès de certains esprits dits soucieux de vérité objective et cartésienne. Et ce malgré les succès obtenus qui ne pouvaient être niés. Cette méthode a été longtemps mise à l'ombre sous prétexte qu'elle ne pouvait pas guérir ou qu'elle ne guérissait pas tout.

L'acupuncture est une partie de la médecine chinoise ; elle utilise les techniques de puncture de la peau dans l'intention d'agir sur l'énergie en mouvement dans le corps humain. Elle tente aussi d'équilibrer, harmoniser et stimuler le fonctionnement des différents organes. Ces principes sont restés invariables depuis cinq mille ans.

L'acupuncture concerne un grand nombre d'hommes sur la planète : plus de deux milliards d'individus, surtout en Extrême-Orient, se soignent par l'acupuncture depuis des siècles !

Des formes rudimentaires d'acupuncture, nées probablement à l'âge de pierre, subsistent encore dans d'autres pays : les Esquimos utilisent encore des pierres taillées pour se soigner, les Bantous d'Afrique du Sud grattent certaines parties de leur peau avec des silex pour soigner les maladies. Des tribus amazoniennes utilisent une méthode qui consiste à tirer de minuscules flèches d'une sarbacane sur des endroits précis de la peau. Des tribus arabes, héritières de techniques égyptiennes antiques, cautérisent certaines parties de l'oreille avec une

sonde de métal chaud. On retrouve sur les fresques des pyramides d'Égypte des aiguilles d'acupuncture.

Après la Seconde Guerre mondiale, les idées commencèrent à évoluer. D'une part les découvertes médicamenteuses permirent de lutter efficacement contre certaines maladies ; d'autre part les abus de médicaments produisirent de sérieux désordres et le recours à ces derniers, ainsi qu'à la chirurgie, éloignèrent la médecine contemporaine de l'utilisation du pouvoir naturel de l'organisme de se soigner et de se rééquilibrer lui-même.

Jusqu'à ces dernières années, la médecine moderne ne s'est guère souciée de la situation du malade dans son environnement ni dans son contexte d'homme global. Elle a séparé les parties du tout, interprété les fonctions isolément, catégorisé et traité les maladies en fonction, depuis Pasteur, des atteintes virales et microbiennes. C'est pour combler ces lacunes que l'effort de certains médecins de l'acupuncture en France s'est porté vers la recherche de l'officialisation de sa pratique et de son enseignement. Entre 1960 et 1980, l'enseignement s'est dispensé sur le mode privé dans de nombreuses écoles d'acupuncture.

Fin 1981, la Société internationale de médecine acupuncturale (SIMA) fondée à Paris, a présenté un projet d'officialisation

Apprendre à être paysan : de l'Amérique latine à l'Europe

En Bolivie, d'anciens mineurs chassés des carrières par la crise se retournent vers la terre. En Colombie, des Indiens du Cauca réclament de l'aide pour apprendre à être paysans : après avoir été dépouillés de leur territoire et avoir subsisté sur de grandes haciendas, ils ont recouvré une partie de leurs terres et ont besoin d'apprendre une agriculture paysanne pour pouvoir en vivre. Au Paraguay et au Brésil, de nouveaux paysans d'origine urbaine ou des producteurs poussés à la monoculture depuis les années soixante apprennent l'art d'être paysan. En Amérique centrale, d'anciens combattants des guerres civiles abandonnent les armes en échange de la promesse d'un lopin où et grâce auquel ils doivent désormais vivre.

Ces phénomènes de retour à la terre sont le contrecoup de plusieurs décennies d'une modernisation inadaptée. Les efforts des institutions et des projets de développement tendaient à transformer les paysans en véritables « producteurs » insérés dans le marché. Depuis une quinzaine d'années, les limites de ce modèle ont été mises en évidence. Force est de constater que bien des « producteurs » ont été conduits à la faillite et que nombre d'entre eux doivent désormais réapprendre à « être paysans », à vivre au pays et en grande partie du pays.

N'est-ce pas ce que l'Europe vit à son tour, même si c'est de manière moins abrupte et moins violente ? « La campagne, refuge des exclus » : ainsi s'intitulait un article du Monde (du 9 janvier 1999) qui raconte comment des « réfugiés de la ville » s'installent en Ariège.

Du point de vue démographique et économique, on s'achemine vers une recomposition des rôles entre les villes et les campagnes. Alors que, jusqu'à présent, les campagnes étaient conditionnées par les nécessités alimentaires des villes, les appétits des entreprises en matières premières et les besoins de détente des populations urbaines, elles pourront se retrouver demain en première ligne dans la recherche de survie de

de l'enseignement de l'acupuncture à l'université de Paris Nord. Les premiers enseignements officiels ont été dispensés au sein des unités d'enseignement et de recherche en médecine, biologie et santé, dans le cadre de l'Institut universitaire.

L'art de guérir par l'application d'aiguilles de métal sur des réseaux privilégiés du revêtement cutané, suivant les théories cosmogoniques traditionnelles de la Chine ancienne, se confirme de plus en plus par les travaux de la science occidentale. L'édifice scientifique actuel tend en effet à démontrer la réalité d'une structure cohérente du corps biologique dont les lois sont finalement parfaitement logiques et confirment le concept énergétique de la relation dynamique de l'homme avec lui-même et son milieu extérieur.

Aujourd'hui, tout le monde a entendu parler de l'acupuncture et de ces petites aiguilles qui guérissent. Le grand public et un nombre croissant de médecins en reconnaissent les effets.

L'extension de la médecine chinoise dans le monde occidental ne saurait faire oublier qu'elle a gardé, pour principal carac-

tère, de heurter les formes habituelles du raisonnement médical et de faire souvent appel aux étranges notions philosophiques des textes anciens. Un médecin occidental souhaitant comprendre les fondements et principes de la médecine chinoise doit accepter de consacrer beaucoup de temps et d'effort à la compréhension d'un univers bien différent du sien...

Devant les faits, la médecine moderne n'aurait tendance à faire de l'acupuncture qu'une méthode purement réflexothérapique et par trop limitative. Le raisonnement chinois résulte d'observations millénaires et le symbolisme est à la base de la médecine empirique. C'est bien entendu ce qui a soulevé le plus souvent réprobation ou tout au moins le scepticisme : comment un symbolisme traditionnel pourrait-il éclairer la science ?

S'il n'est pas toujours facile, pour l'instant, de parvenir à une synthèse conciliatrice, il faut au moins faire l'effort intellectuel de surmonter les contradictions qui opposent encore les deux médecines. Il devient de plus en plus évident qu'une rationalisation de l'acupuncture ne saurait en aucune manière consister à la réduire aux expressions courantes de notre raisonnement médical, mais, au contraire à s'initier valablement au raisonnement oriental et à comparer l'un et l'autre pour retrouver leurs points communs.

12. Cité par le magazine *Vice versa*, Kultur und Entwicklung, Bern, Suisse.

13. Quand les habitants gèrent vraiment leur ville. Le budget participatif : l'expérience de Porto Alegre au Brésil. Tarso Genro et Ubiratan de Souza, Dossier pour un débat n° 82, Éditions Charles Léopold Mayer, 1998.

Pratiques sociales

solidarité, citoyenneté

Serait-ce parce que, depuis quelques années, les pays du Sud n'ont plus le monopole de la crise ? Les transferts de savoirs du tiers-monde vers les pays riches sont particulièrement nombreux dans le domaine social : lutte contre la pauvreté et l'exclusion, crédit aux chômeurs, méthodes d'animation dans les quartiers « sensibles », etc.

La revue Croissance publiait, en 1994, un excellent inventaire de quelques-unes de ces innovations venues du Sud, depuis la success story de la Grameen Bank jusqu'aux expertises menées par des travailleurs sociaux d'Afrique à la demande de municipalités françaises¹⁰.

On peut penser que la montée du chômage et de l'exclusion en Europe a donné à certains de nos concitoyens le sentiment – sans doute quelque peu trompeur – d'une communauté de problèmes avec les pays du Sud. À ces derniers le privilège, si l'on peut dire, de l'antériorité de la crise. Par la force des choses, un savoir-faire s'y est développé, pourquoi ne pas y faire appel ?

Mais on peut aussi penser que la soudaine apparition des limites du modèle de développement occidental a mis en évidence la fatuité du sentiment de supériorité qui prévalait jusqu'alors dans nos pays. La crise est d'abord un rude coup porté à notre orgueil d'Occidentaux.. La modestie est désormais de rigueur chez nombre de personnes engagées dans des actions de coopération. Fini le temps des Occidentaux donateurs de leçons ? Pas tout à fait encore, mais le doute s'est insinué chez beaucoup d'entre eux. Le dialogue Nord-Sud s'en trouve de fait revivifié.

Dès 1989, la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, une association française – l'Inodep – et la Caisse d'allocations familiales de l'Yonne organisent la venue en

GRAMEEN Bank

la diffusion au prix
de l'adaptation

BANGLADESH



France de trois travailleurs sociaux du Sénégal et du Zaïre, pour susciter leurs commentaires sur les mécanismes de l'aide sociale. Ces regards africains sur la pauvreté en France, particulièrement décapants, sont autant d'invitations à un auto-examen de nos modes d'organisations et de nos façons de voir.

Le monde à l'envers

La diffusion de l'expérience de la Grameen Bank, au Bangladesh, est désormais incontournable quand on aborde la question des transferts Sud-Nord. Maria Nowak, qui dirige l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) s'en est inspirée pour développer en France un système de prêts aux chômeurs et travailleurs précaires. « Au-delà des contextes différents, j'ai retenu un principe que je crois universel : le crédit peut et doit être distribué à tous les opérateurs économiques, aussi petits soient-ils ».

La Grameen Bank a fait école dans bien d'autres pays. Dans les îles Lofoten, par exemple, elle a suscité l'enthousiasme du Fonds norvégien d'aide au développement. Inger Thomassen, dans son bureau de la « Banque des femmes » à Kabelvag, a dû remettre en cause ses préjugés : « Quand je pense qu'il a fallu faire appel à un banquier du Bengladesh pour que les Norvégiennes accèdent au micro-crédit, c'est le monde à l'envers ! »¹¹ On la comprend. Si quelqu'un s'était aventuré, quelque temps auparavant, à prédire que la riche Norvège irait chercher dans l'un des pays les plus pauvres du monde un système capable de concrétiser les projets de ses ressortissantes au bord de l'exclusion, cela aurait probablement provoqué un éclat de rire général.

De la même façon, les tontines ont fait des émules en Europe. Ces associations d'épargnants, inventées puis oubliées en Europe (tontine : de Tonti, nom d'un banquier italien) et désormais considérées comme « traditionnelles » en Afrique permettent à des personnes aux revenus modestes de se constituer une épargne ou d'obtenir un crédit. Le mouvement français des Cigales (Clubs d'investissements pour une gestion alternative et locale de l'épargne) présente quelques liens de parenté avec elles.

Mais un savoir ne se transmet pas en l'état, il doit s'adapter pour être adopté. Ce constat est commun à toutes les expériences présentées plus loin et la Grameen Bank en offre sans doute l'exemple le plus significatif. Le Bengladesh présente des caractéristiques économiques et sociales fort différentes de celles de la France ! Et un système de crédit s'appuie nécessairement sur ces caractéristiques. D'où la nécessité de l'adapter, tout en préservant son principe.

Le dialogue des territoires

Le développement rural s'affirme comme un terrain d'entente favorable à un rapprochement entre le Sahel et l'Écosse. La méthode accélérée de recherche participative, mise au point dans un contexte africain, a vite montré son efficacité au pays des Highlands. Surprenant ? Pas vraiment, si on considère que ses modalités ont été adaptées aux spécificités de ce nouveau contexte et que ses objectifs et ses principes

étaient partagés par l'une et l'autre des populations concernées. Le reste est affaire de dialogue.

De la même façon, les techniques du Graap, le Groupe de recherche pour l'appui et l'autopromotion des populations, ont été conçues pour répondre aux besoins d'animateurs d'Afrique de l'Ouest à la recherche d'une pédagogie interactive pour l'animation de groupes. C'est en constatant, malgré la diversité des cultures, la proximité des situations d'accompagnement en Europe et en Afrique que le Graap décide d'adapter ses outils pédagogiques. Depuis lors, la méthode a été expérimentée avec succès dans plusieurs quartiers urbains.

L'Afrique et l'Amérique latine ont vu naître nombre de méthodes d'appui au développement rural ou urbain, basées sur la participation active de la population. À la base, un souci de démocratisation des choix de développement et un désir de resserrer les liens sociaux : des préoccupations qui apparaissent de plus en plus comme celles des animateurs et des agents de développement du Nord.

Dans ce domaine incontestablement, les pays du Sud disposent d'une avance considérable dans la réflexion et l'expérimentation de pratiques sociales novatrices, que ce soit dans le champ de la participation ou dans celui de la formation.

Déjà, dans les années soixante-dix, les écrits du pédagogue brésilien Paulo Freire ont fertilisé la réflexion de nombreux formateurs européens promoteurs de l'éducation populaire. Dans sa *Pédagogie de l'Opprimé* (1969), Freire dénonçait la transmission verticale du savoir d'un professeur sensé détenir les connaissances vers un élève supposé les absorber. Il proposait, à partir d'expériences menées à Recife et dans plusieurs villes du Brésil, une éducation de « problématisation » basée sur la prise de conscience par l'élève de sa propre situation et de ses savoirs. Il recommandait une formation mutuelle de celui-ci et de l'éducateur, fondée sur le dialogue. C'est peu dire que les écrits de Paulo Freire ont eu une influence considérable sur toute une génération d'animateurs urbains, en Europe et dans bien d'autres régions du monde.

La participation des habitants à leur propre développement débouche parfois, dans les pays du Sud, sur des pratiques sociales novatrices, qui constituent une réponse au manque de moyens ou aux carences de l'action publique. C'est le cas des *mutirões* du Brésil : des habitants de favelas y ont recours pour

Tontines du Mali itinérantes au Midi

M A L I



construire ensemble leurs habitations. L'idée a été reprise dans la banlieue de Dunkerque, à la fois pour répondre aux difficultés économiques de certains foyers et pour susciter une solidarité entre les habitants et limiter ainsi les effets de l'exclusion.

L'art, ou la tolérance par l'exotisme

S'il est un domaine dans lequel les savoirs du Sud sont reconnus, c'est bien le domaine artistique. C'est peut-être même le seul. Si, dans l'imaginaire collectif des pays occidentaux, les compétences scientifiques du tiers-monde sont largement méconnues, leurs pratiques sociales ignorées et leurs modes d'organisation niés, leurs apports sont en revanche manifestes dans le domaine artistique et ludique. Les enquêtes faisant état des représentations des Français sur les pays du tiers-monde sont révélatrices à cet égard : les clichés négatifs s'imposent dès que l'on aborde des questions de société, de gouvernance ou de progrès technique ; l'opinion n'est positive que lorsqu'il

s'agit de musique, de théâtre, de fêtes et d'amusement.

Il est vrai que de nombreux artistes d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie se produisent lors de concerts, de fêtes locales ou d'animations de rues. Ce succès est utilisé par certaines associations pour introduire des échanges interculturels plus diversifiés. Mauro Abbühl, de l'association suisse Culture et Développement, milite en faveur de ce glissement de perspective, de la simple contemplation d'un intermède musical exotique à la remise en cause de nos systèmes de valeurs et de nos règles de comportement. « Lorsque la rencontre avec d'autres cultures réussit, elle nous ouvre des perspectives sur nos propres réalités et nous aide à mieux accepter la réalité des autres que nous ne percevons plus comme une menace, au demeurant réciproque. »¹²

Explorer ce champ d'action n'est pas l'objectif principal de ce dossier et il serait bien fastidieux de rappeler tout ce que nous devons aux artistes du Sud, tant leurs apports ont été nombreux. Mais, dans le domaine du théâtre, les travaux du Brésilien Augusto Boal dépassent la dimension purement artistique pour poser la question des luttes sociales et de leur mise en débat. Ils ont contribué à la formation des travailleurs sociaux en France, dont certains se sont approprié ses méthodes en les adaptant à leurs besoins d'animation.

Depuis les échecs (du persan « chāh », roi), connus en Europe depuis des siècles, jusqu'au jeu de Go plus récemment parvenu de Chine, les jeux de réflexion fascinent. L'awélé est-il promis à un aussi brillant succès ? Son introduction est trop récente et artisanale pour en préjuger encore. Il montre en tous cas que, dans le domaine des jeux, les échanges interculturels sont sans doute plus aisés.

Des leçons de démocratie au pays des droits de l'Homme ?

Il en va autrement dans le domaine de la citoyenneté. Comment la France, berceau de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et pays de la Révolution de 1789 pourrait-elle recevoir des leçons de la part de jeunes démocraties ? C'est pourtant ce que proposent des élus brésiliens, aidés

14. Nom malien (songhai) signifiant solidarité.

d'actifs complices sur le vieux continent. L'expérience de Porto Alegre et de son budget participatif a suscité un véritable enthousiasme parmi ceux qui cherchent à renouveler le fonctionnement d'une démocratie locale quelque peu sclérosée par les modes de représentation routiniers.

L'histoire, rapidement résumée plus loin, est particulièrement riche en enseignements et on se référera avec profit au dossier paru sur ce sujet dans cette même collection¹³.

On peut interpréter de la même façon l'initiative de Kofi Yamgnane concernant les conseils des anciens. Inspirée de pratiques communes en Afrique, elle renouvelle certaines façons de penser la démocratie locale, même si son application concrète ne va pas sans poser quelques questions..

Car là encore, l'application de cette pratique ne peut pas se faire sans adaptation. Il lui faut s'adapter aux mécanismes de la vie locale et trouver sa place dans les institutions existantes. Il lui faut également trouver une cohérence avec les systèmes de valeurs qui prévalent en Europe, où les anciens ne sont pas nécessairement reconnus comme des sages.. Il lui faut, enfin, prouver sa pertinence au regard des objectifs que se donne la société, en l'occurrence la recherche de plus de citoyenneté et de moins d'exclusion.

De ce fait, le conseil des anciens en France se trouve cuisiné.. à la sauce française. Adaptation ou trahison ? D'aucuns estiment que le transfert de pratique est insuffisamment complet. On se garde bien, par exemple, d'exiger des anciens qu'ils soient préalablement formés à l'exercice de leur mandat, comme c'est le cas dans la société Bambara. On leur épargne les tests de mémoire destinés à vérifier l'acuité de leurs capacités intellectuelles. Ces libertés prises avec la pratique originelle sont-elles nécessaires pour assurer le succès de la greffe, ou s'agit-il là de raccourcis dangereux que des Français toujours imbus de supériorité ont décidé d'emprunter pour aller plus vite ?

De semblables travers sont dénoncés à propos du budget participatif. La démocratie directe, pour être efficace, doit s'accompagner de garde-fous, sinon elle se transforme rapidement en chaos, voire en manipulation. Les Brésiliens se sont donné des règles efficaces dans l'organisation des débats et la prise de décision et il faut bien reconnaître que là n'est pas la moindre de leur compétence. Pouvons-nous nous en dispenser

une
MÉTHODE pour un
Sahel-ÉCOSSE :
développement local
participatif

AFRIQUE



et penser que le système marchera aussi bien, la rigueur en moins ?

Transférer une pratique sociale du milieu où elle est née dans un autre contexte n'est pas une mince affaire. Cela saute aux yeux d'un Français dès lors qu'il s'agit d'accueillir chez lui une innovation venue du Sud. Tous les décalages apparaissent alors : l'inadéquation des cadres réglementaires ou législatifs, la différence d'état d'esprit de la population, la distance avec les pratiques habituelles, etc. On se demande pourquoi cela ne saute pas aux yeux des trop nombreux coopérants qui, persuadés de bien faire, s'évertuent à faire adopter à ceux qu'ils prétendent aider des pratiques qualifiées de modernes sans les changer d'un iota, sous prétexte que toute transformation les pervertirait..

La Grameen Bank, née au Bangladesh dans les années soixante-dix, est une institution de crédit qui offre des prêts aux familles les plus nécessiteuses pour des projets productifs ou pour l'habitat. La Grameen Bank, institution sans but lucratif, a d'excellents résultats économiques (taux de recouvrement des prêts de l'ordre de 97 à 99 %).

Elle a connu un développement foudroyant et constitue désormais dans son pays un organisme financier important. En 1989, elle comptait plus de 500 agences, 8 000 salariés, 5 000 000 membres, et octroyait chaque mois quelques 5 millions de dollars de prêts. La Grameen Bank est aussi un succès du point de vue du développement en milieu rural : elle a permis d'innombrables réalisations.

Expérience-phare, au niveau mondial, dans le domaine du crédit au service des plus pauvres, la Grameen Bank a suscité des tentatives analogues dans des dizaines de pays de tous les continents, notamment dans certains pays riches comme les États-Unis, le Canada ou la France. Des succès incontestables ont été enregistrés, au prix parfois de quelques adaptations ou quelques limites.

Aux États-Unis par exemple, les tentatives piétinent à cause de la forte dissémination géographique des personnes défavorisées, insuffisamment concentrées, en quelque sorte. En France, le bon remboursement des prêts est compromis par le manque de « pression sociale » ou de solidarité des emprunteurs entre eux : au contraire du Bangladesh, la pauvreté en France est souvent synonyme de rupture du lien social. Par ailleurs, fait remarquer Maria Nowak de l'Association pour le droit à l'initiative économique, la débrouillardise au Bangladesh se mue quasiment en culture d'entreprise. Il n'en va pas de même en France, où les systèmes de protection sociale ont des effets pervers, comme celui d'entraîner leurs bénéficiaires dans la dépendance et la passivité.

En outre, les frais de structure sont considérablement plus élevés en France, le différentiel entre les taux d'intérêt auxquels une banque prête et emprunte ses ressources ne permet

une pédagogie INTERACTIVE
pour
1 animation
de groupes

AFRIQUE DE L'OUEST



pas de bénéficier des mêmes avantages que ceux dont dispose la Grameen Bank et, enfin, les projets sont plus difficiles à rentabiliser.

Tout cela fait dire à Maria Nowak que la Grameen Bank a inspiré des principes novateurs qui sont toujours dignes d'intérêt, mais que les modalités d'application doivent être adaptées au contexte français. Un certain nombre d'organismes spécialisés dans la réinsertion travaillent depuis plusieurs années à la mise au point de systèmes de financement des activités économiques des populations défavorisées, ce qui ne débouchera pas nécessairement sur la création d'une « banque des pauvres », comme cela était conçu à l'origine.

Cependant, même si la Grameen Bank ne trouve pas en France d'institution à son image, l'expérience a été l'occasion de fructueux échanges. Des spécialistes de divers pays se sont par exemple retrouvés à Paris en 1992, à l'invitation de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, afin d'échanger des expériences sur le crédit aux plus défavorisés : dialogues inhabituels où les Européens font état de leurs

difficultés et où les Bengalis se risquent à formuler quelques suggestions...

L'expérience de la Grameen Bank a cependant eu en France un résultat positif très concret : son énorme impact a permis de montrer qu'il était possible et même économiquement intéressant de faire crédit aux plus pauvres, que ceux-ci pouvaient développer des activités durables pour peu qu'on leur fasse confiance. Une caution que bien des organismes ont su mettre en avant pour faire avancer leur cause.

Il semble donc difficile de concevoir une «French Grameen Bank»... Cette expérience de coopération internationale «à l'envers» montre cependant que la richesse qui peut naître de la reconnaissance de l'autre ne suppose pas nécessairement que l'on adopte ses pratiques. Autrement dit, même si les compétences professionnelles des responsables de la Grameen Bank sont incontestables, même si leur réalisation connaît un succès exemplaire dans plusieurs pays, ce n'est pas pour autant qu'elle est applicable partout en l'état.

Pour juger de la pertinence d'une pratique, rien de tel que des personnes connaissant bien la situation économique, sociale et culturelle dans laquelle elle est censée s'insérer. Une fois ce principe acquis, l'échange peut donner lieu à des relations réciproques et un enrichissement mutuel de chacun des partenaires. Ces quelques enseignements pourraient inspirer les acteurs de la coopération «classique», celle qui s'exerce habituellement du Nord vers le Sud.

Alors que l'auteur qui a donné son nom à ce système d'épargne informelle est italien, c'est en Afrique que celle-ci a pris son essor. Du reste, il est intéressant de voir comment une idée naît quelque part, s'exile en se transformant et peut à nouveau être « exportée » là d'où elle vient ; on pourrait parler du détour africain des tontines.

Une tontine est le regroupement d'un certain nombre de personnes qui cotisent régulièrement de l'argent ou des objets et reversent à tour de rôle les montants récoltés aux participants à la tontine. L'objet peut être un service – comme un travail aux champs qui, lui, ne se stocke pas – ou bien une marchandise. Mais plus généralement, c'est une somme d'argent établie en commun accord.

Le principe de base de la tontine est la confiance autour d'un responsable et entre les participants ; on ne signe rien par écrit, la parole donnée suffit et les sanctions sont plutôt d'ordre moral. Le second principe est la solidarité ou l'entraide. Enfin, la tontine est aussi un élément de convivialité.

La tontine regroupe de 3 à 4 jusqu'à 10 ou 20 personnes. Celles-ci définissent ensemble la périodicité et les montants des cotisations à verser ainsi que les tours de rôle, c'est-à-dire l'ordre selon lequel chacune va récolter la mise. En Afrique, cette pratique est très répandue chez les femmes, dont la situation socio-économique ne rend pas facile l'accès au système formel de crédit. Elle séduit également tous ceux qui se méfient du système bancaire..

Le ramassage des fruits de la tontine donne lieu à des rencontres quelquefois festives ; celui qui reçoit peut inviter les autres membres à manger.

La fréquence des rencontres crée et développe des liens d'amitié, de confiance mutuels, participe au renforcement du lien social au sein de la communauté. Rien n'interdit à quelqu'un de participer à plusieurs tontines à la fois, à condition de respecter ses engagements.

La tontine en tant que système d'épargne joue incontestablement un rôle économique en permettant la réalisation de

les
« mutirões »
et les nouvelles PRATIQUES
de construction
d'habitat

B R É S I L



projets individuels ou communautaires qui n'auraient pu se faire sans cela. Elle n'empêche pas des liens avec le système classique de crédit. Par exemple, certaines tontines créées par des fonctionnaires urbains donnent lieu à des dépôts en banque dont les intérêts peuvent contribuer à des projets socio-économiques pour le développement de leurs villages d'origine.

On peut ainsi comprendre l'intérêt de la tontine pour les populations qui, du fait de leurs faibles moyens financiers, ne peuvent accéder aux systèmes de crédit classique. Le ferment de la solidarité peut associer des « économiquement faibles » et des citoyens solidaires ; c'est le cas à la Maison des chômeurs à Montpellier.

La tontine « Fofodobe » à Montpellier

L'histoire de la tontine « Fofodobe » ¹⁴ remonte à quelques années. Pascal et Monique sont deux amis branchés sur l'Afrique : l'un est impliqué dans des associations de solidarité

et l'autre a fait des séjours au Mali. Pascal a découvert la tontine et en parle autour de lui. Lors d'une fête, en juin 1997, il demande à un ami d'origine africaine de venir animer un débat sur ce thème dans son village. Malgré le temps pluvieux, plus de cinquante personnes manifestent leur intérêt. Il est envisagé de passer à la pratique quelques mois plus tard.

En octobre 1997, la tontine est mise en place à la Maison des chômeurs par quelques personnes, dont la plupart sont demandeurs d'emplois de longue durée. Ensemble, ils souscrivent à un plan d'insertion par l'économie avec l'appui du conseil général de l'Hérault et créent le GREC, Groupe de recherches et d'expériences collectives.

Pascal, le principal initiateur, entouré de quelques membres, déclare : « J'ai proposé cette pratique dans une perspective de réciprocité ; se doter d'un moyen pour lutter et s'en sortir comme cela se fait dans d'autres pays où il y a des pauvres ».

Où et par qui ça passe ?

« Nous sommes douze au départ, neuf chômeurs et trois salariés. Nous bénéficions d'une convention d'insertion par l'économie signée entre la Maison des chômeurs, abritant le GREC, et le conseil général. Les adhérents ne sont donc pas réunis seulement par la tontine ; d'autres préoccupations les rapprochent ».

« Nous avons décidé chacun une mise de 100 francs pour alimenter la tontine tous les mois. À cette somme, nous ajoutons 25 francs versés dans une caisse de solidarité. Chacun à tour de rôle récolte la somme des mises de 100 francs versés par chacun de nous. À cela s'ajoutent 1 000 francs versés chaque mois par le conseil général dans le cadre de la convention. Le tour de rôle tient compte des nécessités et des urgences de chacun ».

L'apport du conseil général à la tontine augmente la somme et motive davantage. Un encouragement en quelque sorte.

« Sur les douze membres initiaux, deux sont partis : l'un a trouvé du travail et un second a disparu. Malgré cela, nous nous arrangeons toujours pour réunir la collecte après le paiement des allocations ».

« Cette pratique a resserré les liens entre nous ; elle a ren-

forcé une cohésion déjà existante et notre connaissance mutuelle ».

« Elle permet financièrement de faire face aux besoins. Monique s'est dotée d'instruments de musique et Henri paie ses frais d'assurance ».

« Il y eu des blocages culturels à l'origine et Monique se dit surprise d'avoir dépassé le cap de cinq tours. « Pour des Blancs, c'est incroyable », ajoute-t-elle. Depuis deux tours, août et septembre, certains traînent les pieds, ce qui est mal vécu par les autres qui considèrent cela comme un manque de solidarité. On espère néanmoins que la tontine arrive à son terme pour tous les participants... ». Affaire à suivre..

Regards africains
sur la **pauvreté**
en France

S É N É G A L - Z A I R E



En Écosse, les grandes propriétés héritées de la colonisation anglaise du XVIII^e siècle ont dépossédé la population locale de la terre et de ses pratiques de gestion traditionnelles, héritées des structures claniques. Aujourd'hui, la préservation de l'environnement et le développement local passent par une meilleure participation des habitants à l'avenir de leurs ressources naturelles. C'est le constat formulé par le Programme forestier pour de développement rural écossais, mis en place par trois organisations.

Comment susciter la participation de la population locale, permettre la réalisation collective de diagnostics, organiser les propositions, définir un plan d'actions ? Les animateurs du Programme forestier n'ont pas tardé à se poser un problème de méthode. Plusieurs d'entre eux avaient travaillé au Sahel ;

c'est de là qu'ils ont alors décidé d'importer la MARP, la Méthode accélérée de recherche participative.

La MARP est bien adaptée au contexte social écossais. Elle combine des ateliers de travail collectifs et des entretiens individuels, pour déboucher sur une hiérarchisation des propositions. Elle permet d'aboutir à des actions communes, sans occulter les différences de situations et d'approches existant au sein de la communauté locale. Elle repose largement sur l'utilisation de documents cartographiques et de diagrammes, qui aboutissent à un diagnostic partagé par la population.

Les participants sont heureux de l'expérience : « Nous avons d'abord un peu d'appréhension, mais nous sommes contents de la façon dont ça s'est passé ».

Dans le village de Laggan, une association villageoise a été créée dans le but de racheter des terres et de créer des emplois via l'activité forestière. À Caschaim, les habitants ont demandé à être associés à la gestion de forêts domaniales, de façon à ce qu'elles procurent plus de retombées locales. À Borve, la population projette de reconverter des terres communales consacrées jusqu'à présent à l'activité pastorale..

Quant aux animateurs du Programme forestier, forts de ce succès, ils organisent des séminaires de formation à la méthode. Déjà, des associations et des organismes publics ont manifesté le désir de l'expérimenter en milieu urbain.

les
conseils des anciens ,
une tradition africaine
au service de la citoyenneté

T O G O



Le Graap (Groupe de recherche et d'appui à l'autopromotion des populations) est né dans les années soixante en Afrique sub-saharienne, où il a mis au point avec les villageois africains une méthode d'animation destinée à aider ceux-ci à analyser collectivement leur situation et à chercher par eux-mêmes des solutions à leurs problèmes.

« Si tu veux faire comprendre quelque chose à une personne et que tu lui dis ce qu'elle doit faire, elle ne bouge pas. Pourquoi ? Parce qu'elle n'a pas compris sa situation par elle-même, qu'elle-même n'a pas réfléchi. Tu as beau parler, elle ne va pas comprendre « le fond » et elle ne fera rien. Si par contre

15. Voir le film vidéo : À Saint-Coulitz, les Vieux deviennent Sages.
Réalisation : Michel Carrière. Production Réseau Réciprocité et

l'animateur sait s'y prendre simplement pour instaurer le dialogue, les personnes peuvent trouver elles-mêmes les solutions à leurs problèmes et c'est cela qui est nécessaire pour que ça change». Cette parole d'un responsable villageois met en évidence le principe de la méthode d'autopromotion communautaire, encore appelée «pédagogie interactive pour l'animation de groupes».

L'outil de l'animateur est composé de son questionnement, d'allers-retours entre des ateliers homogènes et des assemblées plénières et de personnages dessinés permettant de composer des scènes. Le questionnement oblige à s'interroger. Les diverses étapes guident les participants : éveil de la parole, mise en commun, analyse, assimilation, recherche de solutions... Les dessins transcrivent l'oralité et permettent à chacun de se voir plus objectivement. De multiples sujets sont abordés : les changements dans l'environnement ; donner la vie ; le sida ; l'organisation des populations autour des points d'eau, etc. Les animateurs formés à la méthode du Graap interviennent dans onze pays d'Afrique de l'ouest et centrale, à la demande d'organismes officiels et d'ONG.

Cette méthode pourrait-elle rendre service aux habitants de pays du Nord, en particulier à ceux qui, désorientés, se demandent où ils vont, cherchent à cheminer avec d'autres pour mieux maîtriser leur vie et celle de la société tout entière ? À partir de 1990, le Graap fait ses premiers pas en France, en partant de l'idée que, malgré la diversité des cultures, les populations partagent un nombre suffisant d'éléments communs et ont toutes besoin d'être accompagnées.

Après l'adaptation du matériel et quelques essais, une première session est organisée à la Maison de la promotion sociale de Grenoble avec une quinzaine de personnes. Depuis lors, des institutions ou des associations, engagées dans l'action sociale ou la formation, demandent l'appui du Graap. L'outil pédagogique a été adapté aux quartiers urbains et a permis d'aborder des thèmes divers : l'assainissement, le sida, la maîtrise de la fécondité, l'important dans la vie, la famille, la relation parents-enfants, la santé des jeunes, bien se nourrir, etc.

L'élaboration de fiches pédagogiques a pu se réaliser sans problème. Par contre, le style des dessins pose plus de difficultés. En Afrique, les personnes aiment se voir de manière réaliste, même dans des situations de difficulté. En France, en

revanche, les personnes se projettent plus facilement dans des dessins symboliques et neutres, comme les pictogrammes. La recherche sur un style de dessins adapté se poursuit.

Un premier bilan sur la « transférabilité » de cette pédagogie du Sud vers le Nord fait apparaître des aspects positifs : les participants parlent, ils s'expriment ; les sessions d'animation provoquent et mettent en route des changements de mentalité ; elles débouchent sur des actions individuelles et communautaires ; les formations fondamentales incluses dans les animations sont très appréciées.

Les limites résident dans la difficulté de regrouper des personnes (l'habitude en France est que chacun vient à son tour dans des centres organisés), de travailler avec l'ensemble de la population d'un quartier (les organismes ou les associations travaillent généralement avec une seule catégorie de personnes : les femmes, les hommes, les jeunes, les migrants..), de dépasser la mentalité fataliste (« on ne peut rien changer, c'est comme ça, voilà tout ! ») et de trouver des animateurs capables d'adopter la méthode (ceux-ci dépendent généralement d'organismes officiels ou privés qui ont leurs propres orientations et leurs propres démarches).

Quoi qu'il en soit, cette méthode et ces outils pédagogiques nés en Afrique ont fait leurs preuves en France. Même si la démarche et l'utilisation du matériel demandent de la rigueur – et non de la rigidité – ils s'adaptent bien à toutes les catégories de personnes, quelle que soit leur culture, puisqu'ils partent de l'expression de leur propre réalité et s'appuient sur leur propre analyse.

la leçon
des vrais CITOYENS
de
Porto Alegre

BRÉSIL



Employé de l'Agence d'urbanisme et de développement de la région Flandres-Dunkerque, Jean-Blaise Picheral pense que des expériences de développement social urbain menées dans des pays comme le Brésil peuvent être riches d'enseignements et inspirer des actions novatrices en France.

À l'occasion d'un voyage à Sao Paulo, il découvre les mutirões, ces pratiques de construction d'habitat existant dans les quartiers populaires de la ville. Des habitants, désireux d'accéder à la propriété de leur logement, se regroupent en coopérative, accomplissent collectivement les démarches nécessaires à la construction d'ensembles de bâtiments, achètent le matériel et construisent collectivement des maisons, le plus souvent conçues sur le même modèle. Lorsque le chantier est terminé, les maisons sont attribuées aux membres du

mutirão en fonction de la taille des familles et du travail fourni. Les mutirões peuvent rassembler d'une dizaine à plusieurs centaines de familles.

Ce système permet aux ménages à revenus modestes d'accéder au logement à un coût inférieur de 25 à 30 % à ceux du marché, sans autres appuis financiers que ceux qui sont accordés habituellement à tout candidat à la propriété.

Jean-Blaise est passionné par l'expérience des mutirões. Ceux-ci qui combinent à la fois une dimension urbaine (la construction d'habitat), économique (la création de micro-activités et de revenus) et sociale (la création de liens de solidarité et d'échange entre les habitants du quartier, la construction de la citoyenneté), toutes choses qui sont – en France – au cœur de la politique de la ville.

C'est en s'inspirant de leur principe que l'Agence d'urbanisme a conçu le projet « d'Accession sociale par la construction en aide mutuelle », présenté à la communauté urbaine de Dunkerque en mai 1998. Dans trois sites de l'agglomération, il s'agit de construire quelque 50 logements. Le mode d'habitat, individuel, sera conçu avec les habitants et construit par eux et des artisans, en fonction de leurs désirs et de leurs capacités économiques.

Il ne s'agit pas de « copier » les mutirões brésiliens, mais plutôt de s'inspirer d'eux, ce qui suppose d'adopter un regard critique sur cette pratique et de l'adapter au contexte français. Car de nombreuses difficultés se posent ici :

* Des problèmes organisationnels : les habitants des quartiers urbains en France ont des pratiques moins collectives que leurs homologues brésiliens. Jean-Blaise estime que l'individualisme est à la source de nombre des difficultés des villes. La recherche de nouvelles formes de solidarités est l'un des objectifs du projet, mais les formes de mobilisation sociale devront être adaptées aux pratiques existantes.

* Des problèmes juridiques. L'autoconstruction de son logement est fréquemment assimilée au travail clandestin ou à une concurrence déloyale envers les professionnels de la construction.

* Des problèmes réglementaires, relatifs à l'assurance des travailleurs, à leur statut vis-à-vis des Assedic, au respect des normes, aux garanties de la construction, etc.

Malgré ces difficultés, la construction en aide mutuelle constitue une réponse aux attentes de la communauté urbaine de Dunkerque. En terme de citoyenneté, elle s'inscrit dans le prolongement de certaines expériences de démocratie locale menées dans des quartiers. En terme d'urbanisme, elle replace l'accession à la propriété à la portée de ménages aux revenus modestes et diversifie les statuts d'occupation dans des quartiers d'habitat HLM. En termes d'insertion, elle peut donner lieu à des formations professionnalisantes offertes à des personnes au chômage.

Une équipe d'animation devra prendre en charge le règlement de tous les obstacles. Elle bénéficiera de subventions de fonctionnement spécifiques mais, pour assurer la reproductibilité de l'expérience, la construction elle-même se fera dans les conditions financières et de crédit normales.

Jean-Blaise pense qu'au Brésil, « ces associations d'habitants sont une véritable école de citoyenneté et de démocratie. Ce sont elles qui négocient leurs règles de fonctionnement, tant sur le plan organisationnel que financier, que social ou pour le chantier. Le principe selon lequel tous les habitants construisent toutes les maisons et que l'attribution ne se fait qu'à la fin est un exemple de règle qui construit la mutualisation et la citoyenneté ».

En ce sens, l'expérience des mutirões brésiliens va plus loin que celle des Castors qui, dans la France des années soixante, proposaient des services collectifs pour l'autoconstruction, sans aller pour autant jusqu'à inviter les habitants à construire ensemble leur quartier.

À la recherche, depuis plusieurs années, d'un renouvellement des pratiques de développement social urbain, Jean-Blaise a été frappé par l'ingéniosité des Brésiliens. « Ça a été un déclic. J'avais l'impression de tâtonner, et voilà que s'ouvrent de nouvelles pistes de réflexion ».

le théâtre
selon Augusto Boal,
un OUTIL pour changer
le monde

BRÉSIL



En 1989, trois travailleurs sociaux du Sénégal et du Zaïre, au terme d'un séjour de six mois dans le département de l'Yonne, portent un regard décapant sur la pauvreté et les services d'aide sociale.

Comment, s'étonnent-ils, est-il possible que le personnel des services sociaux ne réside pas parmi la population en difficulté ? Est-ce à dire que celui-ci considère seulement son travail comme un travail, et non pas comme un engagement personnel supposant abnégation et disponibilité ?

Eh oui... Et tant pis si certains travailleurs sociaux n'ont qu'une vision tronquée, particulièrement assistancialiste, des gens qu'ils prétendent aider.

Pourquoi, s'interrogent-ils, cet acharnement des organismes d'aide sociale à étiqueter et classer leurs « clients » ? Il est vrai

que cela permet de mieux gérer une clientèle chaque jour plus nombreuse, mais est-ce que cela contribue vraiment à résoudre efficacement ses problèmes ? Est-ce que cela permet de prendre en compte les spécificités de chacun pour trouver des solutions à sa mesure ?

Que signifie la seule prise en compte des besoins et des manques des personnes en difficulté ? Pourquoi n'est-il jamais fait mention de leurs potentialités : réseaux de solidarité, capacités d'innovation, compétences professionnelles, environnement social et culturel... Le « client », contraint de se présenter sous un angle peu valorisant, s'en trouve parfois en plein désarroi.

Absurdité des logiques institutionnelles, absence d'innovation, esprit de guichet, déshumanisation de la population : autant de travers dénoncés avec vigueur par des Africains qui se demandent si l'aide sociale ne contribue pas à maintenir dans l'assistancialisme une population marginale plutôt qu'à libérer son potentiel de créativité et de solidarité.

Soutenir et accompagner les initiatives de populations en difficulté ne serait-il pas, à long terme, plus profitable ? Quelques expériences, menées notamment par des associations, montrent que c'est possible.

Plus largement, les services publics d'aide sociale ont-ils une autre fonction que celle de corriger les dysfonctionnements d'un système économique qui produit en permanence de l'exclusion ? Les travailleurs sociaux et les associations n'ont-ils pas là un devoir d'interpellation ?

Sans pour autant vouloir réinventer l'aide sociale en France, ces observateurs perspicaces s'interrogent avec pertinence sur ses dérives.

Kofi Yamgnane, Français d'origine togolaise, est maire de la petite commune bretonne de Saint-Coulitz. En 1989, il a l'idée d'expérimenter dans sa municipalité une institution traditionnelle en Afrique : le conseil des anciens. Neuf membres de 61 à 82 ans, élus pour une période de six ans, sont chargés de donner leur avis sur tous les sujets traités au conseil municipal.

«Qui mieux qu'eux, déclare le seul maire noir de France, peut disposer de la hauteur de vue indispensable à l'observation des actions de la fourmilière humaine ?»¹⁵.

Depuis lors, l'initiative a fait des émules dans tout le pays et notamment dans des villes moyennes comme Mulhouse ou la Roche-sur-Yon. En février 1992, une centaine d'élus locaux se sont retrouvés pour faire le point sur l'expérience.

À la Roche-sur-Yon, le conseil des anciens est composé de 43 titulaires et d'autant de suppléants, de toutes sensibilités politiques, élus pour trois ans. Interrogé sur l'efficacité du conseil, l'un de ses membres juge que celui-ci bénéficie d'un grand succès d'estime mais qu'il a peu de prise sur les décisions.

Les anciens n'ont en effet ni budget propre ni lien réel avec les élus municipaux. Sorte de conseil consultatif, leur avis n'est pas toujours pris en compte. La municipalité reconnaît la critique mais plaide sa bonne volonté : plusieurs suggestions du conseil des anciens ont effectivement été retenues mais il n'est pas toujours possible de suivre les avis de tous. Elle reconnaît que « quand on ne retient pas leurs idées, on devrait leur expliquer pourquoi, sinon ils pensent qu'on se fiche d'eux ».

D'ailleurs, la mairie envisage de porter à 60 le nombre de membres titulaires et d'abaisser la limite d'âge de 60 à 55 ans pour augmenter les effectifs. D'autres membres de ce même conseil des anciens ont un avis plus positif, estimant que le conseil doit encore trouver sa place, même si les rapports avec la municipalité ne sont pas toujours faciles.

16. Voir le film vidéo : RMI, les voix de l'expression. Réalisation : Michel Carrière. Production Réseau Réciprocité et Anamorphose, 1999.

Pour beaucoup, l'enjeu de l'expérience est d'ouvrir de nouveaux espaces de participation et de favoriser la citoyenneté et la démocratie locale. L'adjointe au maire de la Roche-sur-Yon estime ainsi : « On cherche surtout à ce que les retraités puissent rester actifs dans une ville où 17 % de la population a plus de soixante ans ».

Un objectif partagé par les anciens eux-mêmes, qui préfèrent s'empoigner avec la municipalité plutôt que, comme le décrit l'un d'eux, « rester tout seul dans son appartement à tourner en rond ». Le revers de la médaille, pour les municipalités concernées, tient en l'émergence de contre-pouvoirs avec lesquels il faut bien négocier...

Youssouf Cissé, chercheur au CNRS, explique que chez les Bambaras du Mali, le conseil des anciens est une institution à laquelle appartiennent de droit les hommes de plus de 60 ans, et qui est étroitement intégrée dans le fonctionnement du village et les pratiques sociales.

Ainsi, les anciens doivent-ils, à partir de 54 ans, se soumettre à une période d'initiation à leurs futures responsabilités et, après 70 ans, à des tests mnémotechniques destinés à vérifier leurs capacités mentales. Leur avis est plus écouté, les anciens étant vus comme des sages dans la société africaine.

En France, cette pratique nouvelle n'a pas (encore) trouvé d'articulations suffisantes avec les règles de fonctionnement usuelles (l'exercice des responsabilités locales par le conseil municipal) ni d'espace dans le dialogue social (on ne reconnaît pas au conseil des anciens plus de sagesse qu'au conseil municipal). Cela peut donner l'impression aux anciens d'une certaine impuissance, problème qui sera dépassé lorsque, comme le dit l'un des participants, le conseil aura « trouvé sa place ».

En ce sens, cette expérience est très révélatrice d'une caractéristique essentielle du transfert de pratiques, dans le sens Sud-Nord autant que Nord-Sud : une pratique sociale n'a de sens et d'efficacité qu'au regard d'autres pratiques proches, de représentations culturelles et de systèmes de valeur. On ne peut pas la « plaquer » dans une société donnée sans un minimum d'aménagements.

Les discours autour de l'enjeu démocratique sont révélateurs d'une autre dimension de l'échange : celle de la réinterprétation et de l'insertion d'une innovation dans les objectifs considérés comme prioritaires par une société donnée.

1awélé ou wari :
un JEU traditionnel
africain

AFRIQUE DE L'OUEST



Les conseils des anciens relèvent en Afrique d'une certaine conception du rôle des vieux dans la société et visent à rendre plus sages les décisions adoptées. En France, ils sont aussi au service d'un autre objectif, celui de la citoyenneté et de la lutte contre l'exclusion sociale.

« Personne n'avait jamais pris le temps d'écouter nos demandes et on ne nous demandait jamais notre avis sur quoi que ce soit. Maintenant on est de vrais citoyens ». Cela se passe à Porto Alegre, Brésil, ville de plus d'un million d'habitants, où ceux-ci et la municipalité décident ensemble de la gestion de leur ville.

Tout a commencé lors des élections municipales de 1988. Le Parti des Travailleurs propose de démocratiser les décisions et de gérer la ville en s'appuyant sur des conseils populaires, afin d'associer l'ensemble des habitants aux décisions engageant leur avenir. Après sa victoire électorale et son accession à la tête de la municipalité, le budget participatif s'impose comme une nouvelle manière de gérer la ville. C'est-à-dire que la composition et les modalités concrètes de mise en œuvre du budget municipal sont définies par la population. Les citoyens sont à la source des décisions les plus importantes.

Comment ça s'organise ?

* Une base géographique : la ville a été découpée en 16 secteurs composés de plusieurs quartiers ; ce découpage est issu d'une négociation entre les habitants et la municipalité.

* Une base thématique : cinq commissions thématiques discutent et mettent en œuvre les grands projets structurants : transports, santé, éducation.. Ils engagent une réflexion à l'échelle de la ville entière.

* Des instances de concertation : le Conseil du budget participatif, composé de représentants élus annuellement par la population, établit les règles de fonctionnement, définit les priorités, discute et modifie le règlement ainsi que les critères de répartition techniques et géographiques.

* La Commission paritaire est composée de représentants de la municipalité et de représentants du Conseil du budget participatif en nombre égal. Elle ajuste les modalités de fonctionnement et a la responsabilité d'enrichir et de faire évoluer le

17. Voir références à la fin de l'ouvrage.

processus.

Comment ça marche ?

L'établissement du budget participatif est organisé en deux cycles : il y a d'abord des séances plénières par secteur et des commissions thématiques où la municipalité expose l'état d'avancement des travaux, les plans d'investissement de l'année et les règles en vigueur. Les élections des délégués ont lieu à ce moment. Ensuite, survient une étape intermédiaire au cours de laquelle la population se réunit de manière indépendante pour dégager ses priorités, suivie d'un second cycle qui permet de définir et hiérarchiser les priorités. Ce processus aboutit à l'élaboration de la proposition budgétaire.

Les séances plénières par secteur regroupent les associations d'habitants et se déroulent en présence du maire et des secrétaires municipaux. Lors de ces séances, les coordinateurs de secteur sont chargés de la régulation et les groupes d'habitants désignent leurs porte-parole. Les coordinateurs de secteur sont des cadres de la municipalité qui font le lien entre population et municipalité. Des leaders communautaires sont choisis par les habitants et leurs associations pour les représenter et défendre leurs priorités. C'est à cette échelle que la population établit un diagnostic, exprime ses besoins et dégage ses priorités.

Une leçon de démocratie au pays de la révolution de 1789 ?

Quelle démocratie vivons-nous en France et en Europe aujourd'hui ? Un système de gouvernement à plusieurs niveaux basé sur une délégation de pouvoirs à des élus qui en confient eux-mêmes une part à des fonctionnaires reconnus pour leurs compétences techniques. N'est-ce pas quelque peu éloigné des textes et dispositions des Droits de l'Homme qui stipulent la possibilité pour les citoyens d'intervenir directement, soit individuellement, soit collectivement ?

L'expérience du budget participatif est révélatrice d'une prise de conscience croissante de la citoyenneté. C'est pourquoi Porto Alegre intéresse si vivement l'opinion publique française. Les élus brésiliens qui sont venus en France présenter leur expérience ont trouvé de larges échos dans la presse. Plusieurs associations, syndicats et élus locaux étudient la possibilité d'adapter l'expérience au contexte européen. Affaire à suivre..

S'il vous est déjà arrivé d'aller au théâtre et de vous retrouver sur le plateau, happé par la mise en scène de vos problèmes de travail, de quartier, de précarité.. alors, sans le savoir peut-être, vous avez bénéficié du travail d'Augusto Boal sur le Théâtre de l'Opprimé.

Le Théâtre de l'Opprimé est le fruit des recherches d'Augusto Boal à travers sa pratique de théâtre populaire au Brésil, puis au cours de ses exils successifs en Argentine, au Portugal et en France. Elle est fondée sur la conviction que le théâtre est un outil pour changer le monde : il rend intelligibles des situations intériorisées et leur restitue leur dimension collective.

Sa manifestation la plus spectaculaire est le Théâtre-Forum qui se déroule en deux parties : un spectacle suivi du débat théâtral qu'il provoque.

Au début, c'est comme au théâtre. Les comédiens jouent un spectacle qui raconte une réalité posant problème. La scène jouée tente d'en éclairer les questions et les enjeux. Un personnage incarne une volonté de changement, il montre ses difficultés pour transformer la situation. En face de lui se trouvent ceux dont la volonté est opposée à la sienne.

Une fois jouée, la scène recommence, identique, jusqu'à ce que, dans la salle, un spectateur l'arrête. Il vient remplacer sur la scène le personnage dont il partage la vision et la volonté. Il joue sa tentative pour modifier le cours de l'histoire initiale, expérimentant son alternative. Le rôle des comédiens consiste à répondre comme réagiraient « les autres » dans la réalité.

Les interventions des spectateurs se succèdent, soit en écho les unes des autres, soit pour proposer d'autres solutions à la situation conflictuelle afin d'explorer tous les moyens possibles sur lesquels il est possible d'agir. La relation entre les acteurs et les spectateurs est établie par le « joker », personne qui assure le bon fonctionnement du passage du public à la scène.

Histoire d'un exil généreux

Tout est parti d'Augusto Boal, metteur en scène brésilien qui a mis son talent et ses méthodes à contribution pour aider à la résolution des problèmes sociaux et individuels des populations.

Dans les années 1960, Augusto Boal s'engageait au Brésil dans une œuvre théâtrale politique. Travaillant avec sa troupe auprès des populations pauvres, il faisait du théâtre un moyen d'expression et de revendication populaire. En 1971, il est contraint à l'exil.

Il voyage alors en Amérique du Sud où il participe à de multiples expériences de théâtre populaire. Il crée la méthode du Théâtre de l'Opprimé, largement basée sur le travail du pédagogue brésilien Paulo Freire avec qui il avait longuement collaboré.

En 1975 et 1976, il part pour le Portugal, où il enseigne à l'université de Lisbonne et fait du théâtre. Il voyage dans une Europe qui, à cette époque, regardait le tiers-monde avec compassion. Il est accueilli avec solidarité, comme un metteur en scène d'avant-garde et quelque peu exotique.

Ses techniques rencontrent un vif succès. Il crée à Paris un groupe constitué de comédiens, d'universitaires et d'intellectuels qui cherchent à utiliser cet outil pour répondre à des problèmes spécifiquement français. Le Centre du Théâtre de l'Opprimé (CTO) est ainsi créé en 1986. Augusto Boal, rentré au Brésil, crée le CTO-Rio, constituant des groupes spécifiques : homosexuels, enfants des rues, femmes, paysans sans terre... Il l'applique même à son action politique. Élu conseiller municipal à Rio, il démarre ce qu'il appellera le théâtre législatif : toute proposition de loi est transformée en spectacle de Théâtre-Forum et jouée sur les places de Rio, où il interpelle la population à propos de l'application des lois.

Aujourd'hui, Augusto Boal continue de voyager à travers le monde. Des groupes utilisent sa méthode en Angleterre, en Italie, en Allemagne, en Europe du Nord, en Autriche, en France, au Burkina Faso, en Australie, en Inde, etc.

En France, le CTO décide, en septembre 1997, de créer le spectacle « État des lieux/État des rêves », rassemblant un groupe d'adolescents en très grande difficulté et une équipe de jeunes gens issus de diverses formations. Il fut présenté dans

Moyrazès : coopération à l'envers

AMÉRIQUE LATINE — AFRIQUE



le cadre des Rencontres des Cultures Urbaines à la Grande Halle de la Villette. Dans l'élan de cette aventure, le projet théâtral fut redéfini et le CTO rebaptisé Théâtre de l'Opprimé-Paris

Avec l'appui d'une jeune équipe, sous la direction de Rui Frati, le Théâtre de l'Opprimé-Paris se donne pour objectif de mener son action sur les deux fronts : social et artistique. En poursuivant sur le terrain de l'urgence sociale l'engagement qui préside à la méthode, il investit ainsi un nouveau terrain de développement et d'évolution.

Cette démarche lui permet aujourd'hui d'être présent sur des actions extrêmement variées. Il est à l'origine de la création d'un groupe à Boulogne-sur-Mer, avec des jeunes en rupture sociale. Il travaille avec les communautés d'Emmaüs, avec des personnes sans domicile en Normandie et avec des Rmistes de Marseille¹⁶.

Dans toute l'Europe, le Théâtre de l'Opprimé Paris a noué des liens avec d'autres compagnies théâtrales professionnelles engagées dans une démarche proche de la sienne : Ticvin Societa Teatro à Milan, Escape Artists de Londres, Plan de

Fugas de Barcelone...

Son autre mission est de diffuser la méthode du théâtre/forum, pour qu'elle soit utilisée, réinterprétée par ses utilisateurs. Par exemple, il a largement contribué à la formation des travailleurs sociaux en France, qui s'appuient sur cette méthode sans forcément utiliser la forme théâtrale.

L'histoire se poursuit depuis plus de vingt-cinq ans. Aujourd'hui, Augusto Boal continue de faire connaître son approche à travers le monde en donnant des conférences ou en organisant des stages. Il revient régulièrement en France. Selon Rui Frati, «Le travail que fait Boal alimente la recherche en France et inversement».

un hibiscus
nommé
Aliou

S É N É G A L



C'est un jeu multiséculaire. D'aucuns situent ses origines dans l'antiquité. Les règles du jeu et sa présentation sont simples. Même si ses variantes sont nombreuses, les principes de base sont les mêmes d'une région à l'autre. On joue à deux, quatre ou en équipe. Une partie peut durer 25 à 45 minutes selon les niveaux des partenaires. C'est un jeu de semailles en analogie avec la structure économique à dominante agricole. Le joueur distribue les graines d'une case de son camp, de gauche à droite. On fait une prise quand on dépose une graine dans une ou plusieurs cases successives du camp adverse, celles-ci devant contenir un ou deux pions au préalable. Est gagnant celui dont la récolte est la plus importante en fin de partie (soit au moins 25 pions sur un total de 48).

On ne joue jamais pour de l'argent et la récompense du vain-

queur est le prestige dans sa communauté. Lors d'une partie d'Awélé, les joueurs ne sont pas les seuls de la fête ; de nombreux spectateurs participent en encourageant leurs poulains, en se régaland des joutes oratoires. Effectivement, durant le jeu, on peut tenter de déstabiliser l'adversaire par des propos et cela participe bien entendu à l'ambiance. On raconte que dans un village, tout le monde était tellement accaparé par le jeu et les joueurs que les maisons ont pris feu sans que personne ne s'en rende compte. Il arrive aussi que pour dénouer un conflit entre deux personnes, on se serve de l'Awélé. Les anciens invitent les adversaires à jouer ; ils se défoulent en quelque sorte et par la suite, ils sont prêts à dialoguer en présence d'un médiateur, les tensions étant apaisées. On raconte aussi que dans certaines ethnies du Congo Démocratique (ex-Zaïre), on choisissait le futur roi en organisant un concours d'Awélé entre les princes. Le gagnant symbolisait la capacité à se maîtriser, à compter, à anticiper, à prévoir les coups à venir. C'est en cela que l'Awélé est un jeu stratégique. Béart¹⁷ qui fut le premier auteur à décrire l'Awélé dans la littérature française stipule que l'Awélé est « le jeu le plus simple et en même temps le plus intelligent, celui qui ne laisse strictement aucune place au hasard... » F. Pingaud ajoute : « si l'Awélé [...] a connu un réel développement dans le monde occidental, c'est certainement parce qu'il présente une richesse stratégique particulière et originale » ; puis il renchérit : « en termes d'intelligence artificielle, il constitue avec d'autres jeux de la même famille, un intéressant champ d'étude sur les questions de transfert de connaissances et de compétences. La simplicité des mécanismes de jeu et leur facile traduction par des calculs permettent d'envisager, à partir d'une formalisation mathématique, des recherches intéressantes et des applications pédagogiques riches ». Oui, l'Awélé est un formidable support pédagogique, qui permet en un tour de semailles, d'expliquer une coutume qui, au premier abord, pourrait paraître complexe. La règle qui consiste à donner à manger à l'adversaire quand celui-ci n'a plus rien renvoie à la conception africaine de la solidarité ; elle a aussi l'avantage de permettre la circulation des graines et de prolonger la partie.

Si l'Awélé a traversé les temps et se répand dans le monde, c'est bien parce qu'il recèle des qualités pédagogiques, sociales et stratégique comme son cousin le Songo et au même titre

le quadrille
du développement
social URBAIN

TUNISIE - SÉNÉGAL - COLOMBIE



que le jeu de Dames et les Échecs.

En France depuis des années, j'utilise l'Awélé comme outil de convivialité chez des amis et dans des structures scolaires et associatives. Je constate qu'il permet la création de liens sociaux, voire leur renforcement grâce aux échanges qu'il occasionne à deux ou à plusieurs. Ce jeu me sert aussi comme outil d'animation culturelle ; il constitue un détour pour faire connaître l'Afrique y compris à des jeunes d'origine africaine nés en France. À chaque fois, l'intérêt qu'il suscite n'est pas démenti. Des parents d'adolescents rapportent : « au moins, quand ils jouent à l'Awélé, ils ne sont pas collés à l'ordinateur ou scotchés au poste de télévision... » Il est aussi adaptable puisque aujourd'hui, des logiciels d'Awélé permettent de jouer devant un écran. Mais cela ne saurait remplacer la joie de pouvoir narguer son adversaire et le fait de se sentir soutenu par tout son clan.

En concluant son livre, J. Retschitzki dit : « Nous sommes d'avis que les mécanismes en jeu dans l'apprentissage des stratégies de l'Awélé sont très semblables à ceux qui sont à

l'œuvre dans tout apprentissage intellectuel ». Par ailleurs, il insiste sur la richesse du jeu, sa complexité et sa modernité. Il relève qu'en matière d'applications pédagogiques et donc (j'ajoute) de transférabilité du Sud vers le Nord, le jeu d'Awélé constitue une situation mathématiquement intéressante à étudier : « On pourrait certainement l'utiliser dans les écoles pour approfondir différents aspects des programmes, pour travailler agréablement différentes notions telle que l'analyse combinatoire, la réduction d'un graphe relationnel, la détermination de la stratégie gagnante ou le calcul des probabilités... Ceci pour des élèves de niveau avancé. Au niveau primaire, on pourrait déjà utiliser des situations d'Awélé pour exercer des notions plus élémentaires telles que la correspondance terme à terme, la décomposition d'un nombre entier, des additions et soustractions élémentaires ainsi que différents exemples de conservation... »

Ainsi donc, ce jeu africain perçu comme traditionnel à prime abord est en fait d'une complexité et d'une modernité insoupçonnable. Les utilisations multiples qui se développent en Occident en sont la preuve. Elles rehaussent son intérêt tout en favorisant sa pérennité et son expansion.

Le rebrousse-poil de la coopération internationale

La revalorisation des savoirs du Sud est d'une urgente nécessité. Elle présente au moins trois champs d'application prometteurs. Le premier est celui des échanges scientifiques et techniques, abordé par Mohamed Larbi Bouguerra dans la première partie de ce dossier. Le second est celui du dialogue interculturel en Europe, où certaines catégories d'immigrants voient leurs apports méprisés et niés. Le troisième est celui de la coopération internationale et de l'aide au développement, qu'elle soit menée par des organisations non gouvernementales, par des collectivités ou par divers organismes non spécialisés.

Dans ce champ particulier, marqués par des décennies où le « modèle missionnaire » a symbolisé l'arrogance du Nord, d'énormes progrès sont à accomplir. Mais des initiatives prometteuses existent. Le Réseau Réciprocité, qui en a répertorié plusieurs, s'attache à en analyser les conditions de réussite et les difficultés. Nous en présentons cinq ici à titre d'illustration.

La première, de courte durée, a été initiée par le maire d'une petite commune rurale en lien avec un organisme de formation accueillant des stagiaires étrangers. Elle met en évidence le « choc » salutaire que constitue, pour des Français, le fait de bénéficier de conseils en matière de développement local de la part d'Africains ou de Latino-américains.

La seconde, de plus longue durée, est menée par deux centres de formation professionnelle en horticulture, l'un en France, l'autre au Sénégal. Une histoire simple qui montre que

18. Voir fiche « Boutiques d'écriture : le partage des expériences », p. 113.

le respect des savoirs de l'autre permet aux acteurs de la coopération d'inventer des formes d'échange réciproques qui font autour d'eux tomber les préjugés.

<p>Mots clés (atelier) La troisième expérience est menée par une association d'éducation populaire française et une organisation internationale de développement fondée au Sénégal. Il est très significatif que ces deux organisations se soient rencontrées pour avoir les mêmes intérêts, mais qu'il leur a été indispensable de clarifier leurs enjeux respectifs et qu'elles se soient attachées à trouver un «sens commun», et ont finalement utilisé des langages différents pour décrire des problématiques similaires.</p>		<p>Définition commune Reconnaissance et valorisation des savoirs indispensables enfin elles se sont attachées à trouver un «sens commun», et ont finalement utilisé des langages différents pour décrire des problématiques similaires.</p>
<p>Participative La quatrième expérience est née à l'initiative d'organismes de développement, au Mexique et en France. Elle montre comment, à partir d'une réflexion conjointe sur les limites des relations classiques de coopération, les partenaires décident de mettre en place des nouveaux modes d'échanges basés sur la réciprocité. Elle met également en évidence les difficultés que rencontrent ses promoteurs dans la recherche des moyens financiers nécessaires pour concrétiser leurs rêves..</p>		<p>Être acteur et bénéficiaire. (pas de sens commun) met également en évidence les difficultés que rencontrent ses promoteurs dans la recherche des moyens financiers nécessaires pour concrétiser leurs rêves..</p>

Enfin, la cinquième initiative touche des associations non spécialisées dans la coopération internationale, pour qui le clivage Nord-Sud « ne signifie pas grand chose » et pour lesquelles l'enrichissement des différences semble aller de soi. Plus naturellement réciproques, en quelque sorte, les relations entre ces partenaires n'en bousculent pas moins les préjugés.

Toutes ces initiatives de coopération d'un nouveau genre, ainsi que les exemples rassemblés avant elles, ont un point commun : le transfert de savoirs et, plus encore, leur adaptation, ont besoin de l'action d'un médiateur, d'un « passeur », et souvent même de plusieurs d'entre eux. Ce peut être un émigré ou un immigrant, permanent ou temporaire. Ce peut être un voyageur curieux.

Le plus souvent, le contact humain s'avère nécessaire. Un savoir se transmet rarement de façon purement livresque. Même si un premier contact peut être engagé par l'intermédiaire d'un article de journal ou d'un ouvrage, la relation directe est indispensable : elle permet de s'appropriier l'innovation, d'en comprendre les mécanismes, l'intérêt et les limites.

Dans cette perspective, les individus biculturels sont favori-

lutte contre l'
exclusion
et la PAUVRETÉ :
renouveau des pratiques
de coopération

MEXIQUE



sés. Qu'il s'agisse de Kofi Yamgnane, Togolais d'origine devenu Français, ou du Dr Jean-Pierre Boyer, Français connaisseur du Brésil, ceux qui font un pas vers une autre culture se trouvent de fait en position privilégiée pour assurer à un savoir ou à une pratique donnée une « traduction » intelligente. Voilà de quoi revaloriser ceux qui, à cheval sur deux cultures, se sentent parfois écartelés..

Nombre de villages africains voient défiler une foule d'experts, de consultants ou de volontaires d'associations qui posent des questions, donnent des recommandations et mettent l'accent sur tel ou tel problème.

Et si on inversait les rôles ? Si, pour une fois, c'était un agronome malien ou un hydraulicien sénégalais qui allait porter son regard sur les problèmes de développement des Français ?

Dans l'Aveyron, la commune de Moyrazès est l'une des rares en France (la seule ?) à avoir engagé cette démarche. En 1992, elle a fait intervenir des stagiaires étrangers du Centre international de recherche agricole pour le développement (Cirad) pour réaliser une étude sur ses perspectives de développement.

Durant 15 jours, les étudiants, pour la plupart Africains et Sud-américains, ont effectué une analyse approfondie de la commune et recherché, avec les habitants, des idées de solutions. Après une période de méfiance, une relation de confiance s'est instaurée. Les citoyens consultés se sont exprimés et ont montré un intérêt affirmé pour la démarche suivie. Suite aux enquêtes et à l'analyse, quatre réunions de restitution ont été organisées, des tableaux présentant les informations recueillies ont été réalisés. Puis, six groupes de travail ont été proposés aux habitants pour exploiter les résultats de l'étude, proposer des actions et les mettre en œuvre : habitat, assainissement, tourisme, eau, économie, agriculture. Plus de quatre-vingt personnes s'y sont inscrites.

Ces commissions ont été à l'initiative de différentes réalisations lorsque, en 1993, une aide financière de la Communauté européenne a été accordée à la commune : création de sentiers de randonnée, aménagement du cœur du village et signalisation, communication sur les atouts de la commune, aménagement des ruisseaux, création de logements pour les nouveaux venus, programme d'assainissement des effluents agricoles et domestiques.

C'est en février 1994 que le Centre de formation professionnelle horticole de Cambérène fait paraître une petite annonce pour rechercher un établissement similaire en France afin de nouer un partenariat. Celui de Fondettes y répond et les contacts débutent entre les deux établissements. Cambérène se trouve dans la banlieue de Dakar au Sénégal et Fondettes à dix kilomètres de Tours, en France.

La première rencontre a lieu en mai 1994, sur le bateau qui relie Dakar à Ziguinchor, alors que Christophe Pinard, professeur de viticulture à Fondettes, et Cheik Baba Ndiaye, directeur du CFPH de Cambérène, se rendent à un colloque. Entre eux deux, tout de suite le courant passe.

Le jumelage est officialisé par un acte signé le 27 octobre 1995. Ce document précise certaines attentes des partenaires, comme l'échange de végétaux. Les Fondettois souhaitaient en effet introduire en France des végétaux sénégalais et les connaissances indispensables pour pouvoir les adapter à l'horticulture tourangelle. Leurs homologues de Cambérène ont les mêmes souhaits. De France, on enverra de la vigne et du Sénégal des hibiscus et des bougainvillées.

«Hibiscus et bougainvillées sont des plantes très appréciées du consommateur français», commente un professeur de Fondettes. «Elles peuvent s'offrir et se garder dans de bonnes conditions. À Fondettes, les filières horticoles de formation et leurs équipements offrent des possibilités pour ces cultures, c'est pourquoi les Fondettois étaient contents de voir arriver les hibiscus et les bougainvillées de Cambérène. Mais ces plantes ne devaient pas arriver toutes seules parce que nous ne savions pas les élever ni les bouturer. Certains professeurs avaient bien quelques idées, mais les experts étaient les Sénégalais. Nous avons donc fait appel à un professeur d'horticulture de Cambérène, qui est venu à Fondettes pour une mission de quinze jours. Il nous a montré comment cultiver hibiscus et bougainvillées.. Le suivi est maintenant assuré par des stagiaires de Cambérène». Côté vigne, on procède de la même manière au Sénégal.

En mai 1998, Aliou Fall est en France. Mais il décède pendant son séjour à Fondettes, laissant sa famille et ses amis du jumelage. Aliou jouait en effet un rôle décisif dans les échanges entre Cambérène et Fondettes.

boutiques
d'écriture
le PARTAGE des expériences

TCHAD - SÉNÉGAL



Les liens d'amitié vont alors prendre le relais des conventions de partenariat. Christophe Pinard et ses collègues décident de faire breveter un magnifique hibiscus sénégalais, de le multiplier et de le vendre en grande quantité au lycée de Fondettes, voire dans la France entière. « Il s'appellera Aliou, et plus tard, le produit des ventes de cet hibiscus sera reversé à la famille pour lui permettre de bénéficier de tout ce qu'Aliou a pu faire parmi nous ».

Et en commentaire : « En signant l'acte de jumelage, nous n'avions pas de projet précis. Nous nous disions que nous allions les aider à mettre en place une formation et qu'eux allaient nous aider à développer une horticulture tropicale. C'était assez vague. Maintenant, il y a des choses précises qui se mettent en place. Il faut bien quatre ou cinq ans pour que des opérations de coopération naissent vraiment entre des établissements. On a eu la chance de tomber sur un partenaire parfaitement identifié, un établissement scolaire similaire au nôtre et des gens qui sont devenus rapidement des amis ».

« Recevoir des Sénégalais à Fondettes : c'est cela qui m'a le

plus marqué. C'est là que j'ai l'impression de remplir ma mission d'« agent de coopération. J'ai l'impression d'être plus efficace en faisant venir des Sénégalais ici, qu'en envoyant des Fondettois au Sénégal. Faire venir des Sénégalais à Fondettes, c'est une expérience très enrichissante : ils arrivent au milieu de quatre-cent-cinquante élèves. Au début, les lycéens s'étonnent un peu, se demandent ce qui se passe et puis rapidement il y a une ambiance excellente qui se crée. Cela se termine par d'énormes fêtes et par des connaissances mutuelles qui sont irremplaçables ».

Durant deux ans, 1994/1995, des travailleurs sociaux de Colombie, Tunisie, France et Sénégal, réunis dans un très large et cosmopolite « espace-atelier urbain Sud-Sud-Nord » ont effectué ensemble une recherche-action-formation sur le développement social urbain.

L'« espace-atelier » était constitué de bénévoles d'organisations populaires, de militants associatifs et de professionnels d'institutions engagés dans la gestion sociale de villes de ces quatre pays. Des groupes de travail ont voyagé d'un pays à l'autre et organisé l'accueil des autres dans leur propre ville.

Quatre ateliers de travail ont eu lieu dans chacun des quatre pays entre 1994 et 1995. Chacun d'entre eux a été l'occasion d'une étude-diagnostic sur une ou plusieurs situations urbaines, afin d'identifier les acteurs du développement urbain (acteurs sociaux et populaires), leurs pratiques et leurs stratégies.

De retour dans leur pays, les voyageurs ont restitué ce qu'ils avaient découvert à leurs partenaires.

Les premiers pas

ENDA GRAF, association internationale de développement créée au Sénégal, recherchait en Europe des partenaires pour un échange réciproque sur le travail social en milieu urbain. Dans le même temps, Peuple et Culture, une association française d'éducation populaire, souhaitait trouver des partenaires au-delà de l'Europe et regardait vers les pays du Sud. Les deux organisations formalisent leur entente par la signature d'une convention-cadre où elles se reconnaissent une philosophie commune. C'est le point de départ de l'« espace-atelier Sud-Sud-Nord » en octobre 1994.

Parmi les participants, Jean-Rémi Durand-Gasselien, animateur à Peuple et Culture, Martine Mortaize et Christian Maysonnave de l'équipe de prévention spécialisée de Meaux, font le point de ces deux années d'échanges réciproques.

«Chacun savait que le travail serait traversé par des contradictions, des tensions. Nous avons donc mis au point ensemble une méthodologie et un cadre de travail pour décoder et dépasser ces tensions. C'est ce qui a constitué notre «espace-atelier Sud-Sud-Nord».

Au Nord comme au Sud, les initiatives populaires sont confrontées aux puissances économiques, politiques, culturelles. Elles doivent créer des espaces intermédiaires pour négocier avec les pouvoirs en place. La question posée est celle de la durée de vie de ces espaces intermédiaires et des rapports de force qui s'y jouent pour de réelles dynamiques de changement social.

Il faut développer des réseaux internationaux d'experts populaires, contre-pouvoir indispensable aux milles autres « experts ». Ce sont par exemple, en Afrique, les « paysans-chercheurs ». En France, c'est l'acteur social chercheur sur ses pratiques.

Travailler ensemble de pays à pays suppose des efforts pour trouver un langage compréhensible par tous, indispensable pour formuler un point de vue critique. Nous avons fait des progrès énormes là-dessus, nous avons appris à nous écouter et à nous comprendre.

Sur un plan plus personnel, Jean-Rémi Durand-Gasselien tire aussi les leçons de cette expérience : « Les techniciens ont toujours tendance à étouffer l'initiative populaire, l'animateur professionnel associatif sait-il travailler autrement ? J'identifie mieux maintenant, avec quel type de partenaire nous devrions travailler : ceux qui construisent une pensée en rapport avec l'expérience des gens. »

Après deux ans de fonctionnement de l'espace-atelier, plus de 40 projets de coopération étaient prévus dont une dizaine déjà engagés. En France, des associations impliquées dans

Annexe 1

Trois films pour mieux comprendre l'échange de savoirs

RMI, les voix de l'expression

Un groupe de Rmistes participe à un atelier de la Compagnie du Théâtre de l'Opprimé. Eux qui prennent si rarement la parole expriment leur vie quotidienne, leur révolte, leur craintes, leur espoirs grâce aux techniques théâtrales qu'Augusto Boal a développées en Amérique latine durant les années de plomb. (Durée : 26 minutes.).

À Saint Coulitz, les Vieux deviennent Sages

Kofi Yamgnane, maire du village breton de Saint-Coulitz, a fait appel à ses origines africaines pour créer le « conseil des sages » et promouvoir la démocratie locale. Au rythme de la vie du village, de rencontres avec Kofi et ses Sages, on découvre l'intérêt d'associer les anciens à la vie de la com-

me. (Durée : 15 minutes.)

Compartir

C'est en travaillant avec une coopérative agricole du Venezuela que des producteurs français ont découvert le « facteur C ». « C » comme « partager » – « partager » en espagnol – celui qui fait la différence entre l'économie de marché et l'économie solidaire. De retour en France, ils essayent de donner vie à ce qu'ils ont retenu de leur expérience vénézuélienne. (Durée : 26 minutes.)

Format : Béta numérique. Réalisation : Michel Carrière.

Production : Réseau Réciprocité et Anamorphose.

Diffusion :

Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud.
c/o CIEPAC. Atrium 45.
663 Rue de la Pompignane
34170 Castelnau-le-Lez.

l'« espace-atelier » poursuivent aujourd'hui des échanges noués à cette occasion. C'est le cas par exemple de la « Boutique d'écriture » de La Paillade, qui travaille depuis avec une autre « Boutique d'écriture » à N'Djaména au Tchad¹⁸.

Entre Dakar, Thiès, Meaux, Chelles et Sénart, un échange réciproque

En 1995, à la suite du programme précédent, des organisations populaires de Meaux, Chelles et Sénart (France) et de Dakar et Thiès (Sénégal) sont entrés dans un processus d'échanges de leurs savoir-faire en matière d'animation et d'éducation populaire. Un atelier/chantier de jeunes a été réalisé conjointement à Meaux par une délégation d'organisations sénégalaises et les jeunes Français. Un autre a été réalisé à Dakar par une délégation française et les jeunes Sénégalais.

Dans cette démarche réciproque, les participants ont constaté à quel point ils étaient peu amés face aux difficultés posées par leurs différences culturelles. Premier constat : ils n'utilisent pas le même langage pour parler de problématiques similaires. Ils se sont alors attelés à un important travail de définitions communes (voir tableau ci-après).

À présent, des jeunes de plusieurs associations de Meaux, Sénart et Chelles, soutenus par des équipes de prévention spécialisées, préparent une autre phase d'échange dont l'objectif est l'éducation à la citoyenneté à travers une dynamique de solidarité Sud-Nord. Ils ont en projet la réalisation d'un ouvrage collectif, d'une exposition itinérante sur leur expérience précédente et la représentation d'une pièce de théâtre créée à Dakar.

Tableau : Vers un langage commun

Il était une fois un groupe de travail de la Commission coopération développement (espace de concertation entre ONG et pouvoirs publics), tout entier consacré à la coopération avec l'Amérique latine. Il se nommait le GAL (Groupe Amérique latine) et regroupait une vingtaine d'ASI (Associations de solidarité internationale).

Un beau jour de 1993, naquit en son sein un sous-groupe Mexique, porté par une poignée d'associations motivées : « Le Mexique nous offre la possibilité de tenter de nouvelles relations de coopération, basées sur l'échange et la réciprocité. D'abord parce que plusieurs problèmes actuels du Mexique sont aussi des problèmes de la société française, ensuite parce qu'il est possible d'y établir de véritables relations de partenariat avec des acteurs sociaux consolidés, qui ont appris à faire face aux contradictions de la modernité » (janvier 1995).

Dès 1994, le groupe Mexique publie quatre documents de base : un inventaire des acteurs français de la coopération avec le Mexique, un état des relations économiques et de la coopération gouvernementale entre les deux pays, un répertoire des expériences françaises de renforcement de la citoyenneté et une analyse de l'action des associations françaises qui luttent en France contre l'exclusion. En 1995, le groupe Mexique « se donne pour tâche de bâtir un programme pluriannuel qui rassemblerait des ONG, sur deux thèmes : lutte contre la pauvreté et l'exclusion, renforcement de la citoyenneté ».

En l'absence de cofinancement public, les ASI s'organisent pour mener à bien cette première étape : quelques-unes se répartissent la tâche, tandis que d'autres apportent un soutien financier.

Dans le même temps, des actions ponctuelles sont menées pour répondre aux événements importants survenus au Mexique, dont le soulèvement du Chiapas.

Et du côté mexicain ?

Très tôt, le groupe Mexique prend contact avec les deux principaux réseaux d'ONG mexicains (Convergencia et Foro de Apoyo Mutuo) pour leur proposer de devenir partenaire de cette démarche de « réflexion concertée sur la coopération franco-mexicaine ». Se crée alors une commission conjointe de concertation qui devient l'interlocuteur privilégié du groupe Mexique français.

En février 1996, une rencontre est organisée à Mexico entre ASI françaises et ONG mexicaines, pour présenter les travaux réalisés de part et d'autre et faire émerger un axe prioritaire commun pour les années à venir : « l'élaboration de stratégies et d'actions communes face aux phénomènes d'exclusion qui résultent de la mondialisation ».

Les problèmes de « fonds »

Le « Programme franco-mexicain de lutte contre l'exclusion et pour le renforcement de la société civile » conçu en commun est présenté en juillet au ministère des Affaires étrangères. Il doit concrétiser un objectif essentiel : l'établissement de liens directs de coopération entre acteurs des deux sociétés civiles travaillant sur la même thématique dans leurs pays respectifs, avec une recherche de réciprocité.

Cette demande de soutien n'aura, hélas, pas plus de succès que les précédentes.

Les moyens du bord

Mais dans le rang des ASI françaises, la motivation est forte et l'entente excellente. Alors, malgré l'insuffisance de moyens, le groupe Mexique décide de lancer l'opération en réduisant les ambitions initiales.

En 1997, l'ensemble des membres du GAL, rebaptisé EAL (Espace Amérique latine) établit le contact avec des associations françaises de lutte contre l'exclusion. Les débuts sont laborieux : certaines ne voient pas l'intérêt d'un échange avec le Mexique, d'autres seraient bien tentées, mais sont trop débordées.

Au Mexique, le projet a du mal à démarrer : avec les événements que connaît le pays, les ONG hésitent à suivre la proposition de l'EAL, même si certaines en mesurent l'importance stratégique ! Le réseau Convergencia se retire ; mais l'arrivée d'un nouveau directeur au Foro de Apoyo Mutuo va donner une impulsion décisive.

En janvier 1998, enfin, est organisé un atelier de préparation à l'échange franco-mexicain avec six associations qui luttent contre l'exclusion en France. Fin mars, une délégation française de dix personnes se rend au Mexique pendant quinze jours ; en octobre, treize mexicains sont reçus en France.

Long processus que celui-ci, mais c'est peut être le gage de son succès actuel : avoir su respecter les rythmes des uns et des autres, avoir privilégié le travail collectif, avoir su maintenir le cap des objectifs stratégiques, en acceptant de « faire avec les moyens du bord » ...

Aujourd'hui, une plate-forme franco-mexicaine se constitue. Elle rassemble les acteurs des deux sociétés civiles pour faciliter l'émergence et la mise en œuvre de projets de coopération ayant une perspective politique et basés sur la réciprocité.

***La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH)** est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Françoise Astier. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans les domaines suivants : environnement et avenir de la planète ; rencontre des cultures ; sciences, techniques et société ; rapports entre État et Société ; agricultures paysannes ; lutte contre l'exclusion sociale ; construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.*

***La librairie FPH** est une association constituée selon la loi de 1901, dont l'objectif est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation et de ses partenaires. Sous la marque des **Éditions Charles Léopold Mayer**, elle édite des dossiers et des documents de travail, et assure leur vente et leur distribution, sur place et par correspondance, ainsi que celle des ouvrages coédités par la Fondation avec des maisons d'édition commerciales.*

La collection des « Dossiers pour un débat »

déjà parus :

DD 1. Pour des agricultures paysannes, Bertrand Delpeuch, 1989 (existe également en portugais).

DD 2. Désétatisation et décollectivisation du secteur agricole dans les pays socialistes de l'Est et du Sud, coordonné par Laurent Raguin, 1989 (existe également en espagnol et en portugais).

DD 3. Inventions, innovations, transferts : des chercheurs mènent l'enquête, coordonné par Monique Peyrière, 1989.

DD 4. Agricultures paysannes au Brésil : enquête sur un enjeu national, coordonné par Philippe Adant et Iara Altafin, 1991.

DD 5. Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire, coordonné par François Greslou, 1991.

DD 6. Les chemins de la paix : dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Éthiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays, 1991.

DD 7. The paths to peace, même dossier que le précédent, en anglais (existe également en amharique).

DD 8. La décollectivisation dans tous ses États : la recherche d'autres voies de développement de l'agriculture dans les pays d'Europe centrale et orientale, coordonné par Cécile Moreau, 1991 (existe également en polonais et en brésilien).

DD 9. Politiques agricoles dans les pays industrialisés : éléments de comparaison et de réflexion, Christophe Roman, 1991.

DD 10. Agriculture en difficulté : problèmes économiques et sociaux des paysans en France ; état des lieux, 1991.

DD 11. Une voie d'insertion méconnue : la création de son propre emploi, Maria Nowak, A.-L. Federici, Anne Le Bissonnais, Rafik Missaoui, 1992.

DD 12. Le paysan, l'expert et la nature, Pierre de Zutter, 1992.

DD 13. Monsieur Li, Chico, Antoine et les autres : récits vraisemblables d'aventures cliniques, Jean-Pierre Boyer, 1992.

DD 14. Soleil du Sud : une expérience d'échanges des savoirs en énergie solaire et en aviculture au Pérou ; réflexions sur le développement, Christine Bénard, Dominique Gobin, 1992.

DD 15. La réhabilitation des quartiers dégradés : leçons de l'expérience internationale, 1992.

DD 16. Les Cambodgiens face à eux-mêmes ? Contributions à la construction de la paix au Cambodge, coordonné par Christian Lechervy et Richard Pétris, 1993.

DD 17. Le capital au risque de la solidarité : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley, 1993.

DD 18. Orients : la mémoire et la paix ; réflexions de voyage en Inde, en Chine et au Japon, Édith Piat-Sigg et Bernard W. Sigg, 1993.

- DD 19. Penser l'avenir de la planète : agir dans la complexité, Pierre Calame, 1993 (existe également en anglais).
- DD 20. Stratégies énergétiques pour un développement durable, Benjamin Dessus, 1993 (existe également en anglais).
- DD 21. La conversion des industries d'armement, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charrue, Richard Pétris, 1993 (existe également en anglais).
- DD 22. L'argent, la puissance et l'amour : réflexions sur quelques valeurs occidentales, François Fourquet, 1993 (existe également en anglais).
- DD 23. Regards sur l'avenir de la planète, 1993 (existe également en anglais).
- DD 24. Marchés financiers : une vocation trahie ?, 1993 (existe également en anglais).
- DD 25. Des paysans qui ont osé : histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation - la révolution silencieuse des années 50, 1993.
- DD 26. Autour de Jean-Louis Chleq, coordonné par Daniel Durand, 1993.
- DD 27. Partenaires de paix : échange entre artisans de la paix, 1994.
- DD 28. L'agriculture paysanne : des pratiques aux enjeux de société, 1994.
- DD 29. La planète rock : histoire d'une musique métisse, entre contestation et consommation, 1994.
- DD 30. Biodiversité, le fruit convoité ; l'accès aux ressources génétiques végétales : un enjeu de développement, 1994.
- DD 31. La chance des quartiers, récits et témoignages d'acteurs du changement social en milieu urbain, présentés par Yves Pedrazzini, Pierre Rossel et Michel Bassand, 1994.
- DD 32. Partenaires de paix 2 : contre les effets de la violence et des guerres, expériences concrètes et réseaux de solidarité du monde entier, 1994.
- DD 33. Financements de proximité : 382 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France, coordonné par Erwan Bothorel, 1996 (nouvelle édition revue, corrigée et enrichie).
- DD 34-I. Cultures entre elles : dynamique ou dynamite ? Vivre en paix dans un monde de diversité, tome 1, sous la direction de Thierry Verhelst et de Édith Sizoo, 1994.
- DD 34-II. Cultures entre elles : dynamique ou dynamite ? Vivre en paix dans un monde de diversité, tome 2, 1994.
- DD 35. Des histoires, des savoirs, des hommes : l'expérience est un capital ; réflexion sur la capitalisation d'expérience, Pierre de Zutter, 1994.
- DD 36. Génération 55 : de la difficulté à cerner l'identité d'une époque, 1994.
- DD 37. La mouche du coche : groupes de pression et changement social ; l'expérience d'Agir Ici, 1994.
- DD 38. Citadelles de sucre ; l'utilisation industrielle de la canne à sucre au Brésil et en Inde ; réflexion sur les difficultés des politiques publiques de valorisation de la biomasse, Pierre Audinet, 1994.
- DD 39. Le Gatt en pratique ; pour mieux comprendre les enjeux de l'Organisation mondiale du commerce, 1994.
- DD 40. Commercer quoi qu'il en coûte ? ; politiques commerciales, politiques environnementales au cœur des négociations internationales, coordonné par Agnès Temple et Rémi Mongruel, 1994.

- DD 41. Donner la vie : les énigmes de l'infertilité (actes du colloque de Biviers), coordonné par Philippe Porret, 1994.
- DD 42. L'État inachevé ; les racines de la violence : le cas de la Colombie, Fernán Gonzalez et Fabio Zambrano, traduit et adapté par Pierre-Yves Guihéneuf, 1995.
- DD 43. Savoirs populaires et développement rural ; quand des communautés d'agriculteurs et des monastères bouddhistes proposent une alternative aux modèles productivistes : l'expérience de Third en Thaïlande, sous la direction de Seri Phongphit, 1995.
- DD 44. La conquête de l'eau ; du recueil à l'usage : comment les sociétés s'approprient l'eau et la partagent, synthèse réalisée par Jean-Paul Gandin, 1995.
- DD 45. Démocratie, passions et frontières : réinventer l'échelle du politique, Patrick Viveret, 1995, (existe également en anglais).
- DD 46. Regarde comment tu me regardes (techniques d'animation sociale en vidéo), Yves Langlois, 1995.
- DD 47. René Bertholet, 1907 - 1969 (parcours d'un Genevois peu ordinaire, de la lutte contre les nazis à la réforme agraire au Brésil), Philippe Adant, 1995.
- DD 48. Cigales : des clubs locaux d'épargnants solidaires pour investir autrement, Pascale Dominique Russo et Régis Verley, 1995.
- DD 49. Former pour transformer (méthodologie d'une démarche de développement multidisciplinaire en Équateur), Anne-Marie Masse-Raimbault et Pierre-Yves Guihéneuf, 1996 (existe également en espagnol).
- DD 50. De l'intelligence sau-vage : la médiation thérapeutique, Jean Ambrosi, 1996.
- DD 51. De la santé animale au développement de l'homme : leçons de l'expérience de Vétérinaires sans frontières, Jo Dasnière et Michel Bouy, 1996.
- DD 52. Cultiver l'Europe : éléments de réflexion sur l'avenir de la politique agricole en Europe, Groupe de Bruges, coordonné par Pierre-Yves Guihéneuf, 1996.
- DD 53. Entre le marché et les besoins des hommes ; agriculture et sécurité alimentaire mondiale : quelques éléments sur les débats actuels, Pierre-Yves Guihéneuf et Edgard Pisani, 1996.
- DD 54. Quand l'argent relie les hommes : l'expérience de la NEF (Nouvelle économie fraternelle) Sophie Pillods, 1996.
- DD 55. Pour entrer dans l'ère de la ville ; texte intégral et illustrations concrètes de la Déclaration de Salvador sur la participation des habitants et l'action publique pour une ville plus humaine, 1996.
- DD 56. Multimédia et communication à usage humain ; vers une maîtrise sociale des autoroutes de l'information (matériaux pour un débat), coordonné par Alain Ihis, 1996.
- DD 57. Des machines pour les autres ; entre le Nord et le Sud : le mouvement des technologies appropriées, Michèle Odeyé-Finzi, Thierry Bérot-Inard, 1996.
- DD 59. Non-violence : éthique et politique (MAN, Mouvement pour une alternative non-violente), 1996.
- DD 60. Burundi : la payannerie dans la tourmente : éléments d'analyse sur les origines du conflit politico-ethnique, Hubert Cochet, 1996.
- DD 61. PAC : pour un changement de cap ; compétitivité, environnement, qualité : les enjeux d'une nouvelle politique agricole commune, Franck Sénéchal, 1996.
- DD 62. Habitat créatif : éloge des faiseurs de ville ; habitants et architectes d'Amérique latine et d'Europe, textes présentés par a r Y. Pedrazzini, J.-C. Bolay et M. Bassand, 1996.

DD 63. Algérie : tisser la paix : Huit défis pour demain ; Mémoire de la rencontre « Algérie demain » à Montpellier, 1996.

DD 64. Une banque des initiatives citoyennes au Liban ; l'Association d'entraide professionnelle AEP, François Azuelos, 1996.

DD 65. Politiques publiques et citoyenneté face aux nouvelles formes d'exclusion : débats sur la loi cadre contre l'exclusion en France, coordonné par Philippe Amouroux et Laurent Fraisse, 1996.

DD 66. Financements de proximité : 296 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France, coordonné par Erwan Bothorel, 3^e éd. 1999.

DD 67. Quand l'Afrique posera ses conditions ; négocier la coopération internationale : le cas de la Vallée du fleuve Sénégal, mémoires des journées d'étude de mars 1994 organisées par la Cimade, 1996.

DD 68. A la recherche du citoyen perdu : un combat politique contre la pauvreté et pour la dignité des relations Nord-Sud, Dix ans de campagne de l'association Survie, 1997.

DD 69. Le bonheur est dans le pré... : plaider pour une agriculture solidaire, économe et productive, Jean-Alain Rhessy, 1996.

DD 70. Une pédagogie de l'eau : quand des jeunes des deux rives de la Méditerranée se rencontrent pour apprendre autrement, Marie-Joséphine Grojean, 1997.

DD 71. Amérindiens : des traditions pour demain ; onze actions de peuples autochtones d'Amérique latine pour valoriser leur identité culturelle, sous la direction de Geneviève Hérold, 1996.

DD 72. Le défi alimentaire mondial : des enjeux marchands à la gestion du bien public, Jean-Marie Brun, 1996.

DD 73. L'usufruit de la terre : courants spirituels et culturels face aux défis de la sauvegarde de la planète, coordonné par Jean-Pierre Ribaut et Marie-José Del Rey, 1997.

DD 74. Organisations paysannes et indigènes en Amérique latine : mutations et recompositions vers le troisième millénaire, Ethel del Pozo, 1997.

DD 75. États désengagés, paysans engagés : perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine, compte rendu de l'atelier international de Mèze (France, 20-25 mars 1995), 1997.

DD 76. Les médias face à la drogue : un débat organisé par l'Observatoire géopolitique des drogues, 1997.

DD 77. L'honneur des pauvres : valeurs et stratégies des populations dominées à l'heure de la mondialisation, Noël Carnat, 1997.

DD 78. Contrat emploi solidarité : les paradoxes d'un dispositif ; expériences et propositions, Comité d'information et de mobilisation pour l'emploi - CIME, 1997.

DD 79. Paroles d'urgence ; de l'intervention-catastrophe à la prévention et au développement : l'expérience d'Action d'urgence internationale, Tom Roberts, 1997.

DD 80. Le temps choisi : un nouvel art de vivre pour partager le travail autrement, François Plassard, 1997.

DD 81. La faim cachée : une réflexion critique sur l'aide alimentaire en France, Christophe Rymarsky, Marie-Cécile Thirion, 1997.

Vous pouvez vous procurer les ouvrages et les dossiers des Éditions Charles Léopold Mayer, ainsi que les autres publications ou copublications de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) auprès de :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax : 01 48 06 48 86

Sur place : mardi, mercredi, vendredi : 9h-13h et 14h-18h, jeudi : 14h-19h

Par correspondance : d'après commande sur catalogue.

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

avenir de la planète
lutte contre l'exclusion
innovations et mutations sociales
relations État-société
agricultures paysannes
rencontre des cultures
coopération et développement
construction de la paix
histoires de vie

Pour obtenir le **catalogue** des éditions et coéditions Charles Léopold Mayer, envoyez vos coordonnées à :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)



Veillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coéditions Charles Léopold Mayer.

NomPrénom.....

Société.....

Adresse.....

Code postalVille.....

Pays

